

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**STATE STREET BANK INTERNATIONAL GMBH**

Société de droit étranger au capital de 109 368 445,00 €  
Siège social : Brienner Strasse 59 80333 München (Allemagne)  
850 254 673 RCS Nanterre

**I. – Rapport du commissaire aux comptes****Comptabilité**

Conditions d'engagement, responsabilité et limitation d'utilisation

Conditions générales d'engagement

Veuillez noter ce qui suit :

Nous avons établi le rapport du commissaire aux comptes suivant dans le respect des dispositions légales et professionnelles, conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe « Conditions contractuelles, responsabilité et réserve d'utilisation ».

Si le présent document est obtenu sous forme électronique à des fins de divulgation, conformément à l'article 325 du code de commerce allemand (HGB), seuls les fichiers relatifs à la comptabilité et, dans le cas d'un contrôle légal des comptes, le rapport du commissaire aux comptes ou la note donnée à cet égard.

**Rapport du commissaire aux comptes**

Destiné à State Street Bank International GmbH

Rapport sur la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion

**Opinion**

Nous avons audité les états financiers annuels de State Street Bank International GmbH, Munich (constituant, avec ses succursales dépendantes, un groupe au sens de la norme ISA [DE] 600 révisée), comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat de l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe, y compris les principes comptables et méthodes d'évaluation qui y sont exposés. Nous avons également audité le rapport de gestion afférent à l'exercice clos le 31 décembre 2024.

À notre avis, sur la base des connaissances acquises au cours de l'audit :

- les états financiers annuels joints sont, à tous égards significatifs, conformes aux dispositions du droit commercial allemand applicables aux établissements et donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses flux de trésorerie et de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Allemagne, et
- le rapport de gestion ci-joint, dans son ensemble, donne une image fidèle de la situation de la Société. À tous égards importants, ce rapport de gestion est cohérent avec les états financiers annuels, il est conforme aux exigences légales allemandes et il présente avec précision les risques et les opportunités de développement futur.

En vertu de la Section 322 (3) phrase 1 du HGB (Handelsgesetzbuch, Code du Commerce allemand) nous déclarons que notre vérification des comptes n'a donné lieu à aucune réserve quant à la conformité légale des états financiers annuels et du rapport de gestion.

**Base des opinions d'audit**

Nous avons vérifié les états financiers annuels et le rapport de gestion conformément à la Section 317 du HGB et au Règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes (n° 537/2014, désigné ci-après « Règlement de l'UE relatif à l'audit ») et conformément aux normes allemandes généralement acceptées pour la vérification des états financiers, promulguées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (IDW). Nos responsabilités en vertu de ces règles et principes sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de la vérification des états financiers annuels et du rapport de gestion » de notre opinion d'audit. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux exigences du droit européen et du droit commercial et professionnel allemand, et nous avons rempli nos autres responsabilités professionnelles en vertu du droit allemand conformément à ces exigences. En outre, conformément à l'article 10, paragraphe (2) lettre f) du Règlement de l'UE relatif à l'audit, nous attestons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits visés à l'article 5, paragraphe 1 du Règlement de l'UE relatif à l'audit. Nous pensons que les preuves d'audit que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion.

**Questions clés d'audit dans l'audit des états financiers annuels**

Les questions clés d'audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus importantes pour notre vérification des états financiers annuels de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024. Ces questions ont été traitées dans le cadre de notre vérification des états financiers annuels dans son ensemble, et dans la formulation de notre opinion sur ces états financiers annuels ; nous n'émettons pas d'opinion distincte sur ces questions.

Nous décrivons ci-dessous les questions d'audit qui sont particulièrement importantes de notre point de vue :

**Recouvrement des produits de commissions**Raisons de la détermination en tant que question clé d'audit

Les produits de commissions résultent essentiellement de la conservation et de l'administration de titres, de l'activité de conservation, notamment les services de reporting pour les gestionnaires d'actifs, et des activités de soutien au middle et back office des sociétés de gestion.

En raison du grand nombre de transactions et de l'utilisation de différents types de contrats dans les différentes succursales de la banque qui génèrent des revenus de commissions provenant de la conservation et de la gestion de titres, et en raison de l'importance des produits de commissions pour la performance financière, nous avons considéré ce point comme une question d'audit particulièrement importante.

Procédure d'audit

En ce qui concerne le recouvrement des produits de commissions, nous avons effectué nos vérifications selon une approche d'audit basée sur le contrôle, et avons examiné les processus et contrôles sous-jacents de la société. Ce faisant, nous avons évalué et testé les contrôles mis en œuvre en lien avec l'enregistrement et la modification des accords contractuels pertinents ainsi que le calcul et la préparation des factures clients, pour vérifier leur efficacité. Afin d'identifier les anomalies dans l'évolution des produits de commissions au cours de l'exercice et par rapport à l'exercice précédent, nous avons effectué des analyses des commissions perçues chaque mois et au niveau de la succursale. Dans le cadre de nos procédures de corroboration, nous avons obtenu les calculs de commission pour un échantillon sélectionné au hasard parmi tous les produits de commissions perçus au cours de l'exercice considéré et les avons recalculés en tenant compte des accords contractuels sous-jacents. Nous avons également examiné le report de produits de commissions de notre échantillon sur l'exercice. Nos vérifications n'ont donné lieu à aucune objection quant au recouvrement des produits de commissions.

Référence aux informations connexes

Veuillez vous référer à la Section B des notes afférentes aux états financiers portant sur les méthodes comptables et d'évaluation utilisées.

Responsabilités des directeurs exécutifs et du Conseil de surveillance  
concernant les états financiers annuels et le rapport de gestion

Les représentants légaux sont responsables de la préparation d'états financiers annuels conformes à tous égards importants aux exigences du droit commercial allemand applicable aux établissements, et doivent s'assurer que les états financiers annuels donnent une image véridique et fidèle de l'actif net, de la situation financière et des résultats de la société conformément aux principes comptables allemands généralement acceptés. En outre, conformément aux principes comptables allemands généralement acceptés, les administrateurs dirigeants sont responsables des contrôles internes qu'ils jugent nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers annuels exempts d'inexactitudes importantes, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur (c.-à-d., manipulations comptables frauduleuses et inexactitudes dans les actifs déclarés).

Dans le cadre de la préparation des états financiers annuels, les administrateurs dirigeants sont chargés d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son activité. Ils sont également tenus de divulguer, le cas échéant, les questions liées à la capacité de la Société à poursuivre son activité. En outre, ils sont responsables du reporting financier basé sur le principe comptable de continuité de l'exploitation, à condition qu'aucune circonstance de fait ou de droit ne l'empêche.

Par ailleurs, les administrateurs dirigeants sont responsables de la préparation du rapport de gestion qui, dans son ensemble, doit donner une image exacte de la position de la Société et être, à tous égards importants, conforme aux états financiers annuels, respecter les obligations légales allemandes et présenter avec exactitude les risques et opportunités d'un développement futur. En outre, les administrateurs dirigeants sont chargés de prendre les dispositions et de mettre en œuvre les mesures (systèmes) qu'ils jugent nécessaires pour permettre la préparation d'un rapport de gestion conforme aux obligations légales allemandes applicables, et pour fournir suffisamment de preuves appropriées pour appuyer les assertions du rapport de gestion.

Le Conseil de surveillance est chargé de superviser le processus de reporting financier de la Société pour la préparation des états financiers annuels et du rapport de gestion.

### Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers annuels et du rapport de gestion

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels, dans leur ensemble, sont exempts d'inexactitudes importantes, qu'elles soient dues à une fraude ou une erreur, et que le rapport de gestion, dans son ensemble, donne une image exacte de la situation de la Société et, à tous égards importants, est cohérent avec les états financiers et les connaissances acquises dans le cadre de l'audit, conforme aux exigences légales allemandes et présente avec exactitude les risques et opportunités de développement futur, ainsi que d'émettre une opinion d'audit qui comprend nos opinions sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion.

L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit mené conformément à la Section 317 du HGB, au Règlement de l'UE relatif à l'audit et aux Normes allemandes généralement acceptées pour les audits d'états financiers promulguées par l'Institut allemand des commissaires aux comptes (Institut der Wirtschaftsprüfer, IDW) détectera toujours une inexactitude importante. Les inexactitudes peuvent provenir d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme importantes si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises en se fondant sur ces états financiers annuels et ce rapport de gestion.

Nous exerçons un jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre, nous nous efforçons de :

- identifier et évaluer les risques d'inexactitudes importantes des états financiers annuels et du rapport de gestion, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, concevoir et suivre des procédures d'audit répondant à ces risques et obtenir des preuves d'audit suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une inexactitude importante résultant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas détecter une inexactitude importante résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer des complicités, des falsifications, des omissions intentionnelles, des déclarations trompeuses ou l'évitement de contrôles internes ;
- nous acquérons une compréhension du dispositif de contrôle interne pertinent pour l'audit des états financiers annuels, ainsi que des dispositifs et mesures pertinents pour l'audit du rapport de gestion, afin de planifier des procédures d'audit adaptées aux circonstances, sans toutefois partager d'opinion sur l'efficacité de ces dispositifs ou mesures mis en œuvre par la Société ;
- évaluer l'adéquation des politiques comptables utilisées par les administrateurs dirigeants et le caractère raisonnable des estimations effectuées par les administrateurs dirigeants et les déclarations connexes ;
- conclure au caractère approprié de l'utilisation par les administrateurs dirigeants du principe comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des preuves d'audit obtenues, si une incertitude importante existe en lien avec des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son activité. Si nous concluons qu'une incertitude importante existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport d'audit sur les déclarations connexes dans les états financiers annuels et dans le rapport de gestion ou, si ces déclarations sont inappropriées, de modifier nos opinions respectives. Nos conclusions sont basées sur les preuves d'audit obtenues jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des événements ou conditions futurs pourraient amener la Société à ne plus être en capacité de poursuivre son activité ;
- évaluer la présentation, la structure et le contenu général des états financiers annuels, notamment des déclarations, et déterminer si les états financiers annuels présentent les transactions et les événements sous-jacents de sorte que les états financiers annuels donnent une image fidèle de l'actif net, de la situation financière et des résultats de la Société, conformément aux principes comptables allemands généralement acceptés ;
- nous prévoyons de mener l'audit selon les modalités d'un audit consolidé des états financiers tel que défini dans la norme ISA [DE] 600 (révisée), et ce afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations comptables des succursales dépendantes au sein du Groupe, telles que définies par cette norme, en vue de fonder nos opinions d'audit sur les états financiers annuels et le rapport de gestion. Nous assumons l'entière responsabilité de l'orientation, de la supervision et de la revue des travaux d'audit réalisés dans le cadre de cet audit consolidé. Nous sommes seuls responsables de nos opinions d'audit ;
- évaluer la cohérence du rapport de gestion avec les états financiers annuels, sa conformité avec le droit (allemand) et l'image de la situation de la Société qu'il fournit ;
- vérifier les informations prospectives présentées par les administrateurs dirigeants dans le rapport de gestion. Sur la base de preuves d'audit appropriées suffisantes, nous évaluons, en particulier, les hypothèses importantes utilisées par les administrateurs dirigeants comme fondement des informations prospectives, et évaluons les déductions appropriées des informations prospectives à partir de ces hypothèses. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur les informations prospectives et sur les hypothèses utilisées comme fondement. Il existe un risque important et inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des informations prospectives.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, le périmètre et le calendrier prévus de l'audit et les constatations d'audit significatives, notamment toute déficience significative des contrôles internes que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également à ceux qui sont chargés de la gouvernance une déclaration indiquant que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et communiquons avec eux toutes les relations et autres questions susceptibles d'être raisonnablement considérées comme ayant un effet sur notre indépendance et, le cas échéant, les garanties connexes.

À partir des questions communiquées aux personnes chargées de la gouvernance, nous avons déterminé les questions qui sont les plus importantes dans le cadre de l'audit des états financiers annuels de la période de déclaration actuelle et qui sont donc les questions clés d'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la législation ou la réglementation n'interdisent de divulguer publiquement la question.

#### Autres exigences légales et statutaires

#### Informations complémentaires conformément à l'Article 10 du Règlement de l'UE relatif à l'audit

Nous avons été nommés commissaire aux comptes par l'assemblée générale des actionnaires du 18 septembre 2024. Nous avons été engagés par le Conseil de surveillance dans sa lettre datée du 19 septembre 2024. Nous sommes l'auditeur indépendant de State Street Bank International GmbH depuis l'exercice 2022.

Nous déclarons que les opinions exprimées dans ce rapport d'audit sont cohérentes avec le rapport supplémentaire adressé au Comité d'audit conformément à l'Article 11 du Règlement de l'UE relatif à l'audit (rapport d'audit long).

Au cours de la période de déclaration, nous avons fourni les services suivants, qui n'ont pas été déclarés dans les états financiers annuels ou dans le rapport de gestion, en plus de la vérification des états financiers de la société vérifiée ou des entités qu'elle contrôle :

- audit des activités de conservation et d'administration des titres conformément à l'article 89 WpHG ;
- audit du système de contrôle interne avec présentation des procédures d'audit mises en œuvre, y compris les objectifs de contrôle et les contrôles vérifiés de la comptabilité et de l'administration des fonds dans le domaine de l'internalisation de KVG (Rapport ISAE 3402 Type 2 et Rapport SOC 1 Type 2) ;
- application des procédures convenues conformément à la norme ISRS 4400 pour la succursale de Paris, France.

#### Commissaire aux comptes allemand responsable de la mission

Le commissaire aux comptes allemand responsable de l'audit est M. Werner Frey.

Munich, le 7 avril 2025

EY GmbH & Co. KG

Wirtschaftsprüfungsgesellschaft (Cabinet d'audit)

**Oliver Heist**  
Auditeur

**Werner Frey**  
Auditeur

#### États financiers annuels au 31 décembre 2024

*Pour les nombres et les pourcentages figurant dans ce rapport, des différences dues aux arrondis peuvent se produire de sorte que la somme des valeurs individuelles spécifiées ne correspond pas à la somme totale affichée, ou les valeurs de pourcentage spécifiées ne peuvent pas être calculées exactement à partir des valeurs individuelles affichées. Le signe des taux de change se fonde généralement sur des considérations économiques. Dans le cas de taux d'évolution positive ou négative supérieure à 100 %, ils ne sont pas spécifiés précisément, mais uniquement par <100 % or >100 %.*

#### I. – Bilan au 31 décembre 2024

Actif	EUR	EUR	31/12/2024	31/12/2023
			EUR	TEUR
1. Réserves de trésorerie				
a) Trésorerie à disposition		0,00		0
b) Soldes auprès de banques centrales		1 636 079 541,73		1 348 701
dont auprès de la Deutsche Bundesbank (BBk)	171 345 996,92			
(exercice précédent : 166 803 000 EUR)				
c) Soldes de comptes courants postaux		0,00		0
			1 636 079 541,73	1 348 701
2. Prêts et avances accordés aux banques				
a) payable à la demande		24 689 362 870,12		23 558 521

b) autres prêts et avances		3 986 486 090,91		3 878 621
			28 675 848 961,03	27 437 142
3. Prêts et avances accordés à la clientèle				
dont : garantis par des hypothèques (exercice précédent : 0 euro)	0,00			
dont : prêts municipaux (exercice précédent : 0 euro)	0,00			
			5 843 454 250,11	5 611 220
4. Obligations et autres titres à revenu fixe				
a) Titres de marché monétaire		0,00		0
aa) émis par le secteur public	0,00			
dont : admissibles comme garanties auprès de la BBk (exercice précédent : 0 EUR)	0,00			
ab) émis par d'autres emprunteurs	0,00			
dont : admissibles comme garanties auprès de la BBk (exercice précédent : 0 EUR)	0,00			
b) Obligations et titres de créance		9 402 804 155,81		10 285 387
ba) émis par le secteur public	1 448 621 110,79			
dont : admissibles comme garanties auprès de la BBk (exercice précédent : 2 394 644 000 EUR)	1 448 621 110,79			
bb) émis par d'autres emprunteurs	7 954 183 045,02			
dont : admissibles comme garanties auprès de la BBk (exercice précédent : 3 536 163 000 EUR)	4 189 219 527,88			
c) valeur nominale de titres de créance propres		0,00		0
			9 402 804 155,81	10 285 387
5. Actions et autres titres à rendement variable				
5a. Portefeuille de négociation			5 360 005,88	4 815
6. Parts dans des sociétés affiliées			1 217 851 250,72	483 454
7. Actifs de fiducie			1 788 887,27	0
dont : prêts en fiducie (exercice précédent : 0 euro)	0,00			
			45 888 377,18	139 828
8. Immobilisations incorporelles				
a) Droits de propriété industrielle générés en interne et droits et actifs similaires		0,00		0
b) Concessions acquises moyennant paiement, droits de propriété industrielle, et droits et actifs similaires ainsi que licences relatives à ces droits		152 997 555,14		166 116
c) Survaleur		14 350 000,93		15 750
d) Paiements sur compte		0,00		0
			167 347 556,07	181 866
9. Immobilisations corporelles			41 721 485,12	37 798
10. Autres actifs			1 115 551 919,99	674 365
11. Actifs différés et produits à recevoir			16 163 470,94	9 892
12. Actifs découlant du financement excessif des retraites et obligations similaires			1 075 436,98	306
Total actif			48 170 935 298,83	46 214 774

Capitaux propres et passifs	EUR	EUR	31/12/2024	31/12/2023
			EUR	TEUR
1. Passifs envers les banques				
a) payable à la demande		879 779 222,29		940 272
b) avec une durée ou un délai de préavis convenu		2 300 000 000,00		2 300 000
			3 179 779 222,29	3 240 272
2. Passifs envers les clients				
a) Dépôts d'épargne		0,00		0
aa) avec un délai de préavis convenu de trois mois	0,00			
ab) avec un délai de préavis convenu de plus de trois mois	0,00			
b) Autres passifs		36 227 113 617,14		35 488 720
ba) payable à la demande	36 227 113 617,14			
bb) avec une durée ou un délai de préavis convenu	0,00			
			36 227 113 617,14	35 488 720
2a. Portefeuille de négociation			1 211 123 775,28	495 478
3. Passifs de fiducie				
dont : prêts en fiducie (exercice précédent : 0 euro)	0,00			
			45 888 377,18	139 828
4. Autres passifs			1 940 807 019,58	1 316 290
5. Dettes différées et charges à payer			4 015 764,49	4 271
5.a. Passifs d'impôts différés			76 146,00	0
6. Provisions				
a) Provisions pour retraites et obligations similaires		122 752 650,47		122 856
b) Provisions pour impôts		9 962 657,07		16 020
c) Autres provisions		177 779 131,36		199 078
			310 494 438,90	337 954
7. Passifs subordonnés			1 267 073 662,44	1 208 258

8. Fonds pour les risques bancaires généraux dont postes spéciaux selon la Section 340e (4) du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch ou HGB ; exercice précédent : 680 000 EUR)	1 540 000,00			
			92 540 000,00	91 680
9. Capitaux propres				
a) Capital souscrit		109 368 445,00		109 368
b) Réserve de capital		3 316 398 699,72		3 316 399
c) Réserves de revenus		4 256 130,81		4 256
ca) Réserve légale	0,00			
cb) Réserve pour les actions d'une société de contrôle ou d'une société détenant une participation majoritaire	0,00			
cc) Réserves requises par les statuts	0,00			
cd) Autres réserves de revenus	4 256 130,81			
d) Bénéfices non distribués/pertes accumulées		462 000 000,00		462 000
Total des capitaux propres et passifs			3 892 023 275,53	3 892 023
1. Passifs éventuels			48 170 935 298,83	46 214 774
a) Passifs éventuels liés à des effets acceptés et tirés		0,00		0
b) Passifs de garanties		4 950 000,00		0
c) Actifs engagés comme garanties pour des passifs de tiers		0,00		0
			4 950 000,00	0
2. Autres obligations				
a) Engagements découlant de transactions de vente et de rachat		0,00		0
b) Engagements de placement et de souscription		0,00		0
c) Engagements irrévocables liés à des prêts		3 420 837 368,59		3 735 857
			3 420 837 368,59	3 735 857

## II. – Compte de résultat

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024, pour State Street Bank International GmbH, Munich

Compte de résultat	Euro	Euro	2024	2023
			Euro	TEUR
1. Produits d'intérêts générés par				
a) Activités de prêts et de marchés monétaires dont : produits d'intérêts négatifs générés par les activités de prêts et marché monétaire : 2 827 933,66 EUR (exercice précédent : -4 326 000 EUR)		1 587 910 536,27		1 302 868
b) Titres à revenu fixe et créance inscrite au livre de la dette publique		271 246 391,46		205 728
			1 859 156 927,73	1 508 596
2. Charges d'intérêts			-1 127 218 577,45	-772 883
dont : intérêts débiteurs positifs de l'activité bancaire : 2 849 071,70 EUR (exercice précédent : 3 781 000 EUR)				
3. Produits de commission			799 084 993,81	798 179
4. Charges de commission			-73 054 726,15	-74 456
5. Résultat net ou charge nette du portefeuille de négociation			8 579 162,39	4 291
6. Autres produits d'exploitation			250 779 141,37	235 112
7. Charges administratives générales				
a) Charges de personnel				
aa) Salaires et traitements	-421 339 868,79			-416 751
ab) Sécurité sociale, retraites et autres prestations dont : pour les retraites 21 536 310,41 EUR (exercice précédent : 26 167 000 EUR)	-109 634 442,90	-530 974 311,69		-107 642
b) Autres charges administratives		-201 483 579,92		-242 448
			-732 457 891,61	-766 841
8. Amortissement, dépréciation et réduction de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles			-33 321 371,00	-33 775
9. Autres charges d'exploitation			-421 470 918,66	-393 468
10. Dépréciations et ajustements de valeur des comptes débiteurs et de certains titres et dotations aux provisions de l'activité de prêt			-7 936 025,41	0
11. Produits provenant de réajustements à la hausse de comptes débiteurs et de certains titres et de la reprise de provisions dans l'activité de prêt			0,00	2 418
12. Contribution au fonds pour les risques bancaires généraux			-860 000,00	-430
13. Réductions et ajustements de valeur sur les participations, les parts dans les sociétés affiliées et les titres classés comme immobilisations			0,00	-161

14. Produits de réajustements à la hausse de participations, parts dans des sociétés affiliées et titres classés comme immobilisations			41 177,46	0
15. Bénéfices provenant des activités commerciales ordinaires			521 321 892,48	506 582
16. Pertes ou profits extraordinaires			0,00	0
17. Impôts sur les revenus			-71 222 759,03	-63 328
18. Autres taxes non divulguées dans le poste 9			-29 910,18	-38
19. Bénéfices transférés en vertu d'accords de regroupement de bénéfices et de pertes et profits			-450 069 223,27	--443 216
20. Revenu/perte net pour l'année			0,00	0
21. Bénéfice/perte reporté(e) de l'exercice précédent			462 000 000,00	462 000
22. Retraits de la réserve de capital			0,00	0
23. Retraits des autres réserves de revenu			0,00	0
24. Dividendes versés aux actionnaires			0,00	0
25. Bénéfices nondistribués			462 000 000,00	462 000

### III. – Notes afférentes aux états financiers

#### A. – Informations générales

State Street Bank International GmbH, Munich (SSBI ou la Banque) est inscrite au Registre du commerce de Munich sous le numéro HRB 42872. Le siège social de la société se trouve à Munich.

#### Activités commerciales

State Street Bank International GmbH, Munich (SSBI) a été fondée en 1970 en tant que fournisseur de solutions dans le domaine de la conservation et de l'administration de titres à l'échelle mondiale. SSBI est une banque de dépôts depuis 1994 et, depuis 1996, elle offre la gamme complète de services d'une banque dépositaire pour les fonds d'investissement sur les marchés allemand et européen. SSBI a son siège à Munich et possède une succursale nationale à Francfort-sur-le-Main, un bureau local à Leipzig, des bureaux étrangers à Zurich, ainsi que des succursales à Amsterdam, Milan (avec une succursale à Turin), Vienne (La fermeture de la succursale de Vienne est prévue pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2025), Luxembourg, Cracovie (avec une autre succursale à Gdansk) et Paris. La succursale de Londres a cessé ses activités en décembre 2023 et a été radiée du registre du Companies House britannique en avril 2024. En moyenne annuelle en 2024, SSBI comptait 8 134 employés (exercice précédent : 8 511).

SSBI se concentre sur les exigences spécifiques de clients exclusivement institutionnels sur l'ensemble du cycle d'investissement. L'activité principale est essentiellement la conservation et l'administration de titres (conservation stricto sensu) ; l'activité de conservation pour des fonds d'investissements, notamment des services de reporting pour les gestionnaires d'actifs ; et les activités de soutien pour le middle et back office de sociétés de gestion d'investissement. Son objet social comprend également : la prestation de services en valeurs mobilières sous forme de services et d'ordres de courtage principaux dans des unités de fonds d'investissement (Agent Fund Trading (AFT), services de « cash sweep », FundConnect), courtage d'investissement et opérations pour compte propre en transactions de change à terme, courtage de contrats dans le cadre de transactions de prêt de titres et gestion de garanties fournies dans le cadre de transactions de prêt de titres, entre autres. Dans le cadre de ses activités principales, SSBI réalise des transactions de marché monétaire et investit, entre autres, dans des titres, des obligations de prêts garantis (obligations de prêts garantis) et des prêts syndiqués (prêts à effet de levier). L'unité opérationnelle Financement mondial du crédit (Global Credit Finance) de SSBI opère également dans le domaine du Financement des fonds européens (European Fund Finance, EFF). Il s'agit d'une gamme de produits comprenant des lignes de crédit, des prêts à durée déterminée et des lettres de crédit stand-by, principalement destinés à des fonds réglementés au sens large ou restreint, ou non réglementés, ou à leurs sociétés de gestion de capital. Les besoins en crédit et en liquidité des entreprises, compagnies d'assurance et gestionnaires d'actifs résultant de leurs activités d'investissement dans le cadre de la gestion de portefeuille sont également couverts.

De plus, la société offre des services supplémentaires, tels que le reporting, l'évaluation des performances et les analyses des risques. La succursale de Cracovie fournit des services internes à SSBI et à ses filiales. Généralement, les différentes succursales étrangères offrent des solutions spécifiques telles que le service d'agent payeur local pour des fonds étrangers en Italie, ou en tant que représentant de fonds étrangers et agent payeur en Suisse et en France, ou en fournissant des solutions d'investissement alternatives au Luxembourg.

#### Structure de la société

La société mère qui prépare les états financiers consolidés au plus haut niveau est State Street Corporation (SSC), Boston, États-Unis. Les états financiers consolidés sont publiés sur la page d'accueil de la SEC ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

SSBI est détenue directement par State Street Holdings Germany GmbH, Munich (SSHG). Depuis l'exercice 2015, State Street Europe Holdings Germany S.à r.l. & Co. KG, Munich (SSEHG), en tant que société mère de SSHG, prépare des



états financiers consolidés qui répondent aux exigences de la Section 291 du HGB, dispensant ses filiales de l'obligation de préparer des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés de SSEHG au 31 décembre 2024, qui constituent les états financiers consolidés pour le plus petit groupe de sociétés, sont publiés au Journal officiel fédéral électronique Bundesanzeiger.

Un accord de transfert des bénéfices et déficits, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009 a été conclu entre SSBI et l'actionnaire unique, SSHG, qui agit en tant qu'entité de contrôle. Un groupe fiscal consolidé a été mis en place avec l'actionnaire unique, SSHG, aux fins de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt commercial depuis cette date. SSHG est resté l'actionnaire unique de SSBI au cours de l'exercice 2024.

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2024, SSBI est l'actionnaire unique de CFGT (UE) Empresa de Investimento, S.A., Lisbonne, Portugal (CFGT Portugal). Conformément à la section 296, paragraphe 2, du Code de commerce allemand (HGB), SSBI renonce à l'inclusion de CFGT Portugal dans ses états financiers consolidés et est donc exemptée de l'obligation d'établir des états financiers consolidés en vertu de la section 290, paragraphe 5, du HGB. Toutefois, les actions sont consolidées dans les états financiers du groupe établi par la société mère.

## B. – Méthodes comptables et d'évaluation

Les états financiers de SSBI ont été préparés conformément aux dispositions du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, HGB), de la Loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, GmbHG), et du Règlement comptable bancaire allemand (Verordnung über die Rechnungslegung der Kreditinstitute und Finanzdienstleistungsinstitute, RechKredV).

Les états financiers de SSBI ont été préparés sur la base du principe de continuité d'exploitation. Les méthodes comptables et d'évaluation sont restées inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Les actifs, passifs et postes cumulés et différés sont comptabilisés conformément à la Section 246 et suivantes du HGB. Les actifs, passifs, éléments différés et à recevoir/payer et les transactions en cours sont évalués conformément aux Sections 252 et suivantes, en combinaison avec les Sections 340 et suivantes du HGB. Le bilan de SSBI a été classé en utilisant le Formulaire 1 et le compte de résultat en utilisant le Formulaire 3 (format vertical), tel que stipulé par la Section 2 (1) du Règlement comptable bancaire allemand (RechKredV).

La réserve de trésorerie est présentée à sa valeur nominale.

Les prêts et avances accordés aux banques et aux clients sont généralement comptabilisés à leur valeur nominale, intérêts courus inclus. Les risques de crédit spécifiques identifiables dans les activités de prêt sont couverts par des provisions pour risques spécifiques. Les risques latents sont couverts par des provisions pour risques généraux, appliquées conformément au rapport de la circulaire 7 de l'IDW BFA (Bankenfachausschuss – Comité technique bancaire) de l'Institut des commissaires aux comptes allemands (IDW). Conformément à l'avis technique IDW RS BFA 7, les établissements peuvent recourir à des méthodes simplifiées d'évaluation pour calculer les provisions pour risques, dès lors qu'un lien compréhensible existe entre l'évaluation du risque de contrepartie et les conditions de risque de crédit au moment de l'octroi. SSBI applique cette simplification. Un modèle en deux étapes est utilisé : la perte attendue sur un an est utilisée en l'absence d'augmentation significative du risque de défaut depuis la comptabilisation, tandis que la perte attendue sur toute la durée de vie est utilisée en cas d'augmentation significative. Les provisions pour risques spécifiques et généraux sont directement déduites des prêts et avances au bilan.

SSBI comptabilise les prêts du portefeuille de prêts à effet de levier dans les prêts et avances accordés à la clientèle. Pour ces créances, il peut y avoir des différences de valeur entre leur valeur nominale et leur coût d'acquisition, qui sont traitées comme des intérêts. Ces différences sont reprises au prorata sur la durée de l'instrument et comptabilisées dans les produits nets d'intérêts. Les différences respectives et la part d'intérêt allouable à la date du bilan sont comptabilisées conjointement au prêt sous-jacent. Le portefeuille de prêts à effet de levier est destiné à être utilisé de façon permanente pour le fonctionnement de l'entreprise et est évalué en vertu des dispositions applicables aux immobilisations conformément aux Sections 340e et 253 du HGB.

Les opérations de mise en pension (pensions livrées, « repos ») sont comptabilisées conformément aux dispositions de l'article 340b (1) et (2) du HGB. Les titres vendus dans le cadre de véritables opérations de mise en pension sont toujours inscrits au bilan de SSBI conformément à l'article 340b, paragraphe 4, phrase 4, du HGB en liaison avec l'article 35, paragraphe 5, du RechKredV. Du point de vue comptable, l'engagement de rachat des titres vendus est comptabilisé dans le poste du bilan « Passifs envers les banques » ou « Passifs envers les clients », selon le bénéficiaire de la pension.

Dès lors que SSBI a l'intention de placer des liquidités excédentaires, des opérations de prise en pension (pensions de titres, « reverse repos ») sont conclues sur le marché monétaire, SSBI agissant en tant que bénéficiaire de la pension. Les créances qui en découlent figurent dans les rubriques « Prêts et avances accordés aux banques » ou « Prêts et avances accordés à la clientèle », selon le vendeur. Les titres associés ne figurent pas au bilan de SSBI en raison de l'absence de bénéficiaire effectif.

Si une contribution au fonds de défaillance (DFC) doit être versée par SSBI dans le cadre d'opérations de mise en pension, elle est inscrite au poste de bilan « Autres actifs », dans la mesure où elle est fournie sous forme de collatéral en numéraire. Si la garantie est fournie sous la forme d'une garantie autre qu'en numéraire, SSBI reste le bénéficiaire effectif et continue à faire figurer les titres mis en gage dans son bilan.

Les obligations et autres titres à revenu fixe détenus en tant qu'immobilisations (portefeuille d'investissement) sont utilisés à long terme pour les opérations commerciales. Ils sont comptabilisés au coût d'acquisition amorti conformément à la Section 253 (1) et (3) du HGB. Lorsque SSBI estime qu'il existe une réduction permanente de la valeur, une dépréciation est appliquée conformément à la Section 340e (1) phrase 1 conjointement avec la phrase 2 du HGB. La possibilité de comptabiliser une dépréciation extraordinaire en fonction des différences temporaires, prévue par la section 253 (3), phrase 5, en liaison avec la section 340e (1), phrases 1 et 2 du HGB, n'est pas utilisée. Chaque fois que les raisons pour lesquelles les dépréciations passées ont cessé d'exister, les revalorisations sont appliquées, jusqu'au montant du coût original d'acquisition (obligation de réintégration de valeur). Les différences entre la valeur nominale et le coût historique causé par l'intérêt sont comptabilisées conjointement à la créance sous-jacente et sont amorties au prorata des produits net d'intérêts sur la durée du prêt. De la même manière, la part respective d'intérêt calculée à la date du bilan est présentée avec la créance sous-jacente.

Les titres individuels, lorsqu'il n'existe pas d'intention suffisamment ferme de les conserver jusqu'à échéance, sont traités comme des actifs courants à moins qu'ils ne soient affectés au portefeuille de négociation. Cela s'applique également aux titres dont la durée restante est inférieure à douze mois après l'acquisition. Les actifs courants sont évalués de façon stricte conformément aux règles du principe de la valeur la plus basse.

Les justes valeurs pour les titres sont soit basées sur des sources de prix externes, qui sont obtenues par le biais de fournisseurs d'informations, soit fondées sur les valeurs du marché dérivées de modèles d'évaluation internes.

Les parts dans les fonds d'investissement liés au Programme de rémunération différée ont été mesurées à leur juste valeur.

Les actions des sociétés affiliées (non cotées) sont comptabilisées au coût d'acquisition ou, en cas de dépréciation durable, à la juste valeur inférieure à la date de clôture. Si les motifs d'une dépréciation enregistrée lors des exercices précédents ont disparu, des reprises de valeur sont opérées jusqu'à hauteur de la juste valeur, dans le respect du principe du coût d'acquisition, conformément à la section 253 (1), phrase 1 du Code de commerce allemand (HGB).

Les transactions menées par SSBI en son nom propre pour le compte d'autres parties sont présentées, comme l'exige la Section 246 (1) du HGB en conjonction avec la Section 6 (1) RechKredV, en tant qu'actifs de fiducie. Pour les compenser, des passifs de fiducie d'un même montant sont créés.

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition ou de production conformément à la Section 253 (3) du HGB, et amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile. Leur durée de vie utile est déterminée en fonction de leur usure normale estimée. Si une perte de valeur est considérée comme définitive, une dépréciation est appliquée ; des revalorisations sont appliquées conformément au principe du coût amorti si les raisons de la dépréciation cessent d'exister. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les actifs dont le coût d'acquisition ne dépasse pas 800 EUR, hors TVA, sont immédiatement passés en charges. Tous les autres actifs sont comptabilisés et amortis sur toute leur durée de vie utile. Dans les succursales étrangères et les bureaux locaux, des seuils différents sont définis dans certains cas en raison des exigences (fiscales) locales. Les effets peuvent être classés comme négligeables.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition ou de production conformément à la Section 253 (3) du HGB et amorties de façon linéaire sur toute leur durée de vie utile. La durée de vie utile est déterminée sur la base de l'usure attendue des actifs incorporels. Si nécessaire, des dépréciations extraordinaires sont également comptabilisées en immobilisations incorporelles. La survaleur est amortie conformément à la Section 253 (3) phrases 3 et 4 du HGB. Les périodes d'amortissement ont été fixées à 5 ou 14 ans, après un examen minutieux des transactions respectives.

L'option d'immobilisation prévue par la Section 248 (2) du HGB pour les actifs incorporels créés en interne n'est pas utilisée.

Les coûts de recherche et développement sont passés immédiatement en charges administratives.

Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les autres actifs comprennent les garanties en numéraire versées à titre de marge de variation à diverses contreparties en rapport avec les instruments financiers dérivés de la division Global Markets et Global Treasury, ainsi que pour les swaps de taux d'intérêt détenus en tant qu'instruments de couverture, si les dérivés associés ont une valeur de marché négative. La marge de variation est calculée quotidiennement et évaluée sur la base de la valeur de marché. Inversement, les garanties en espèces reçues pour des valeurs de marché positives sont comptabilisées au passif sous la rubrique Autres passifs.

Les actifs différés et produits à recevoir comprennent des charges comptabilisées avant la date de clôture, mais se rapportant à une période connue postérieure à cette date. Cette rubrique inclut notamment des paiements ponctuels versés par SSBI à certains clients, par exemple pour compenser partiellement les coûts de migration liés à la signature, la prorogation ou le renouvellement de contrats. Ces montants sont étalés sur la durée du contrat, en réduction des produits. En vertu de l'option de la Section 274 (1) phrase 2 du HGB, les actifs d'impôts différés ne sont pas inscrits au bilan.

Tous les passifs sont présentés à leur montant de règlement, notamment les intérêts courus, comme l'impose la Section 253 (1) phrase 2 du HGB.

Les dettes différées et charges à payer consistent en des montants encaissés avant la date de clôture du bilan, qui représentent des revenus se rapportant à une période connue après la date de clôture du bilan.

Les provisions pour retraites et obligations similaires sont évaluées conformément aux principes actuariels en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. SSBI fait usage du traitement alternatif prévu par la Section 253 (2) phrase 2 du HGB selon lequel les provisions pour retraites et obligations à long terme similaires peuvent être actualisées au taux d'intérêt moyen du marché pour les instruments ayant une durée résiduelle supposée de 15 ans. Comme l'exige la

Section 253 (2) phrase 1 du HGB, la période utilisée pour déterminer le taux d'actualisation moyen pour les passifs de retraite était de dix ans.

Les titres utilisés pour honorer les obligations de retraite sont protégés des demandes de tous les autres créanciers et sont utilisés uniquement pour régler les obligations de retraite. Ils sont mesurés à leur juste valeur conformément à la Section 253 (1) du HGB et déduits du montant de règlement des obligations de retraite conformément à la Section 246 (2) du HGB. À cet égard, une partie des obligations de retraite est garantie au moyen d'accords contractuels de fiducie (Contractual Trust Arrangements, CTA). Pour les obligations de retraite à cotisations définies liées à des fonds, les actifs du régime sont généralement constitués de fonds qui peuvent être attribués individuellement à l'employé concerné et d'autres actifs pour couvrir les risques biométriques des retraites déclenchées prématurément par des événements et la nécessité de fournir un financement complémentaire. En outre, les obligations liées aux plans salariaux de fin de carrière et aux plans de retraite complets sont également financées en créant des actifs du régime à l'aide de CTA. Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur et réduisent les provisions pour pensions inscrites au bilan. La juste valeur est mesurée à la valeur de l'actif ou à la valeur de marché de l'actif. Si la juste valeur dépasse les coûts d'acquisition, la partie compensable est exclue du montant distribuable en tant que dividendes en vertu de la Section 268 (8) phrase 3 du HGB. Puisqu'il existe suffisamment d'éléments de capitaux propres non affectés, ce montant est déjà couvert et n'est donc pas exclu de la distribution. Si les actifs du régime dépassent l'obligation de retraite, la différence est présentée dans les actifs découlant du financement excessif des retraites et obligations similaires, conformément à la Section 266 (2) lettre E du HGB. Les produits et charges découlant de l'actualisation sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation.

Une grande partie des obligations de retraite directes et des obligations similaires s'appliquent aux succursales allemandes. Les autres obligations de retraite s'appliquent aux succursales en Italie, en France, au Luxembourg et en Pologne. Les provisions pour retraites et obligations similaires en Allemagne reposent sur les hypothèses suivantes :

	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation (moyenne sur 7 ans)	1,97 % par an	1,76 % par an
Taux d'actualisation (moyenne sur 10 ans)	1,90 % par an	1,83 % par an
Tendance des salaires	3,00 % par an	3,00 % par an
Tendance des retraites	2,0 % par an	2,0 % par an
	(2,50 % avec garantie d'ajustement)	(2,50 % avec garantie d'ajustement)
Tendance de la mortalité et de l'invalidité	Klaus Heubeck	Klaus Heubeck
	(tableaux de mortalité 2018 G)	(tableaux de mortalité 2018 G)

Pour prendre en compte la fluctuation, des probabilités de fluctuation liées à l'âge et spécifiques à la société ont été estimées.

La provision pour obligations de retraite émises dans le cadre du Programme de rémunération différée a été mesurée à la juste valeur des investissements (actions et autres titres à revenu variable) conformément à la Section 253 (1) phrase 3 du HGB, dans la mesure où la juste valeur a dépassé le minimum garanti. La provision pour obligations de retraite (sous-jacent) et les actions et autres titres à revenu variable (instruments de couverture) émis dans le cadre du Programme de rémunération différée ont été désignés comme couverture conformément à la Section 254 du HGB - IDW HFA (Comité des experts seniors) circulaire 30, version actuelle, marge n° 76). Le sous-jacent est exposé aux risques de prix et d'intérêt. Le risque de prix découle des fluctuations des prix du marché des parts des fonds d'investissement. Les instruments sous-jacents et de couverture sont donc exposés au même risque et s'annulent mutuellement. La couverture est appliquée pour une durée d'un an, la provision étant ajustée une fois par an à la date du bilan. Il n'y a pas de différences importantes entre les instruments sous-jacents et les instruments de couverture en termes de risque de cours du marché. La couverture est structurée en tant que couverture de portefeuille. Les provisions pour rémunération différée au niveau de l'employé (sous-jacent) sont couvertes par les parts correspondantes dans les fonds d'investissement pour chaque employé. En outre, la provision pour rémunération différée est soumise au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations des taux d'intérêt publiés par la Deutsche Bundesbank. Ceci n'est pas inclus dans la couverture. La méthode brute est utilisée pour mesurer la couverture désignée entre les instruments sous-jacents et les instruments de couverture. Les risques de taux d'intérêt qui ne sont pas couverts sont comptabilisés sans comptabilité de couverture.

Les provisions pour obligations de retraite indirectes n'ont pas été comptabilisées comme le permet l'Article 28 (1) phrase 2 de l'EGHGB (Einführungsgesetz zum Handelsgesetzbuch, Loi introductive au Code commercial allemand).

Les provisions pour passifs à échéance, mérite ou montant incertain et les provisions pour pertes potentielles découlant de contrats en cours sont comptabilisées à leur montant de règlement en exerçant un devoir de prudence commerciale, conformément à la Section 253 (1) phrase 2 du HGB. La comptabilisation initiale et la mesure ultérieure ont été réalisées conformément à la Section 253 (2) phrase 1 du HGB. Conformément à la Section 253 (2) du HGB, les provisions ayant une durée résiduelle de plus d'un an sont généralement actualisées au taux d'intérêt moyen du marché des sept derniers exercices pour leur durée résiduelle respective. Conformément à la Section 252 (1) n° 3 du HGB, l'actualisation requise est recalculée pour refléter la situation la plus récente à chaque date de bilan ultérieure à laquelle la provision respective n'est pas pleinement utilisée. Généralement, une telle réévaluation des provisions entraîne des charges d'intérêts. Les taux

d'intérêt publiés par la Bundesbank sont utilisés à cette fin. À cet égard, SSBI applique la méthode dite nette. Les produits et charges découlant de l'actualisation et de la composition sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation. D'une part, le fonds pour les risques bancaires généraux comprend des réserves pour imprévus ouvertes qui ont été constituées conformément aux dispositions de la Section 340g du HGB sur la base d'un jugement professionnel prudent pour couvrir les risques bancaires généraux. D'autre part, les réserves pour imprévus sont accumulées conformément à la Section 340g du HGB en conjonction avec la Section 340e (4) du HGB à un niveau de 10 % du résultat net du portefeuille de négociation.

Les Instruments financiers dérivés sont utilisés par SSBI pour couvrir les risques de taux d'intérêt, pour couvrir les risques de change des transactions sous-jacentes individuelles, pour gérer la structure du bilan et pour rationaliser la gestion des garanties. Ils sont également utilisés dans le portefeuille de négociation.

- Les produits dérivés utilisés pour la gestion du risque général de taux d'intérêt sont des swaps de taux. À ce jour, SSBI a principalement utilisé ces instruments pour échanger des paiements d'intérêts variables liés à une opération sous-jacente contre des paiements d'intérêts fixes convenus. Au cours de l'exercice financier, SSBI a également conclu un swap permettant d'échanger des paiements d'intérêts fixes sur une opération sous-jacente contre des paiements d'intérêts variables.
- Les produits dérivés affectés à l'activité *Global Markets* comprennent les contrats de change à terme, les contrats de change au comptant sur devises, les swaps de change et les contrats à terme non livrables (Non-Deliverable Forward, NDF). Ces instruments dérivés peuvent être négociés dos à dos avec State Street Bank & Trust Company, Boston, États-Unis (SSBT), ou avec des contreparties externes. Les produits dérivés de l'activité *Global Markets* sont attribués exclusivement au portefeuille de négociation.
- Les produits dérivés, qui sont organisationnellement affectés à l'activité *Global Treasury* consistent en des swaps de change (FX swaps) et sont conclus avec SSBT afin d'échanger deux devises (principalement l'USD et l'EUR) par le biais d'opérations de change au comptant (FX spot) dans le cadre du contrôle de la structure du bilan. Ces opérations seront annulées par des opérations de change à terme à une date ultérieure fixée lors de la conclusion du swap.

Depuis l'exercice 2023, SSBI utilise des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les flux de trésorerie attendus d'une opération sous-jacente (prêts liés à l'activité *Global Credit Finance* et, depuis 2024, produits d'intérêts sur les soldes auprès des banques centrales), dans le cadre de « couvertures de flux de trésorerie ». En 2024, SSBI a également conclu un swap de taux visant à couvrir la valeur de marché d'un titre à revenu fixe (« couverture de juste valeur »). SSBI applique la méthode de présentation en couverture nette, selon laquelle la transaction sous-jacente et le swap de taux d'intérêt (IRS) associé sont combinés dans une seule relation de couverture au sens de l'article 254 du HGB. Les variations positives ou négatives de la valeur de marché de la transaction sous-jacente et de l'instrument dérivé se compensent généralement, et ne sont donc pas comptabilisées au bilan. En conséquence, SSBI ne constitue pas de provision pour contrats déficitaires au titre de pertes latentes. En cas de résiliation anticipée d'une couverture de flux de trésorerie, les paiements finaux dus sont enregistrés en tant qu'actifs ou passifs courus, puis amortis dans le résultat net d'intérêts sur la durée restante de l'opération couverte. En cas de résiliation anticipée d'une couverture de juste valeur, les paiements finaux dus sont comptabilisés comme des coûts d'acquisition supplémentaires ou, s'il s'agit de paiements reçus, comme une réduction du coût d'acquisition de l'élément couvert.

Les instruments financiers (y compris les valeurs de marché positives et négatives des instruments financiers dérivés) du portefeuille de négociation sont évalués à leur juste valeur moins une décote de valeur à risque (VAR). Toute variation de la juste valeur est enregistrée dans les produits nets ou les charges nettes du portefeuille de négociation, et déclarée en conséquence à l'actif ou au passif du bilan. La VAR est appliquée en tant que déduction du portefeuille de négociation côté actif afin de tenir compte des risques de réalisation de bénéfices. La décote de risque est calculée sur la base d'une période de détention de dix jours et d'un niveau de confiance de 99 %.

En plus de la décote de risque appliquée dans l'évaluation à la juste valeur, un blocage de distribution de facto s'applique au résultat net du portefeuille de négociation, dans la mesure où une certaine proportion de ce résultat net doit être affectée chaque année au fonds pour les risques bancaires généraux. Ce montant correspond à au moins 10 % du résultat net du portefeuille de négociation (après décote de risque), sans pouvoir dépasser le résultat net total du portefeuille pour l'exercice. Cette affectation se poursuit tant que ce poste spécifique n'a pas atteint 50 % du résultat net moyen du portefeuille de négociation sur les cinq derniers exercices, après décote de risque. Ce poste peut être repris pour compenser une charge nette du portefeuille de négociation ou une fois le seuil de 50 % dépassé. Une reprise est également possible pour compenser une perte annuelle non couverte par un report bénéficiaire, ou un report à nouveau déficitaire non compensé par un bénéfice net de l'exercice (article 340e (4) points 2 et 3 du HGB).

Les swaps de change utilisés par le service *Global Treasury* pour gérer la structure du bilan servent à couvrir le risque de change dans le portefeuille bancaire résultant de positions différentes de devises étrangères à l'actif et au passif par devise. Ils sont pris en compte lors de la détermination de la couverture spéciale (voir aussi ci-dessous pour la conversion de devises étrangères).

Les activités commerciales de SSBI ne permettent généralement pas une répartition directe entre les actifs et passifs financiers individuels basés sur les intérêts. Malgré cela, il existe une relation économique comptabilisée (relation de refinancement) reconnue par la jurisprudence entre ces transactions, en fonction des objectifs commerciaux (pour générer une marge à partir de l'activité des intérêts). Le principe de prudence (comptabiliser uniquement les pertes) consacré par

le droit commercial allemand est appliqué à tous les instruments financiers du portefeuille bancaire en constituant une provision pour un passif net découlant de l'évaluation de l'ensemble du portefeuille bancaire en vertu de la Section 340a du HGB en conjonction avec la Section 249 (1) phrase 1, Alt. 2 du HGB. La Banque applique la méthode de la valeur actualisée nette pour calculer la provision pour contrats déficitaires. À cette fin, SSBI utilise le modèle de Gestion quantitative du risque (Quantitative Risk Management, QRM), qui est également utilisé dans l'ensemble du groupe. Ce modèle simule les scénarios réglementaires de choc de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire (requis par l'autorité de surveillance BaFin) et les scénarios supplémentaires de changements des valeurs nettes du bilan.

Conformément à la circulaire 3 de l'IDW BFA, telle que modifiée, une provision pour contrats déficitaires est enregistrée si la valeur actuelle nette de l'ensemble du portefeuille bancaire est inférieure à la valeur comptable du portefeuille bancaire, ce qui signifie qu'il existe des pertes nettes non réalisées dans le portefeuille bancaire. Les flux de trésorerie futurs actualisés attendus du portefeuille bancaire sur la base des accords actuels sont comparés à la valeur comptable nette des actifs et passifs portant intérêt. Les risques et les coûts administratifs encourus doivent également être pris en compte. Il n'y avait pas de manque de couverture à la date du bilan du 31 décembre 2024.

Les Passifs éventuels sont inscrits à leur valeur nominale moins les provisions pour risques sous forme de provisions pour contrats déficitaires et mentionnés dans une note de bas de page dans le bilan.

Le traitement des gains ou pertes provenant de la conversion de devises étrangères est conforme à la Section 256a du HGB en conjonction avec la Section 340a (1) et la Section 340h du HGB, et conformément aux règles énoncées dans la circulaire 4 de l'IDW BFA. Sur cette base, une distinction est faite entre les transactions couvertes séparément et celles qui ne le sont pas. Conformément à la Section 340h du HGB, lorsqu'ils sont couverts séparément, les produits et les charges provenant de la conversion de devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Il en va de même pour les postes de devises étrangères qui ne sont pas couverts séparément, mais qui ont une durée résiduelle d'au moins un an. Dans le contexte de l'évaluation des transactions en devises étrangères du portefeuille de négociation, les charges et produits de la conversion de devises sont également comptabilisés dans le compte de résultat.

D'autre part, dans le cas de postes en devises étrangères qui n'ont pas de couverture spéciale et ont une durée restante de plus d'un an, seules les charges découlant de la conversion de devises sont prises en compte, conformément au principe de prudence de la comptabilisation des pertes. En fonction de leur origine, les plus et moins-values provenant de la conversion de devises étrangères sont incluses dans le résultat net du portefeuille de négociation ou dans les autres produits et charges d'exploitation.

Conformément à la circulaire 4 de l'IDW BFA, tous les actifs qui sont traités comme des immobilisations, ainsi que tous les autres actifs, passifs et contrats de change à terme en attente qui ne font pas partie du portefeuille de négociation, sont inclus dans le champ d'application de la couverture spéciale.

Lorsque des gains nets découlent de la conversion de devises de transactions en devises étrangères hors bilan dans le cadre d'une couverture spéciale en vertu de la Section 340h du HGB, alors ceux-ci sont présentés dans les autres actifs ; en cas de pertes nettes en résultant, celles-ci sont déclarées dans les autres passifs. Lorsque des contrats de change à terme sont utilisés pour couvrir des positions portant intérêt, le prix des contrats à terme est divisé en deux éléments (taux au comptant et taux de swap) afin de les déclarer séparément aux fins de la détermination des bénéfices. Bien que la composante de taux au comptant soit incluse dans le cadre d'une couverture spéciale, les montants de swaps sont répartis au prorata de la durée en tant que produits d'intérêts.

Les actifs et passifs et les postes du compte de résultat reportés en devises étrangères par les succursales étrangères et les bureaux locaux sont convertis dans la devise de présentation (l'euro) en utilisant les taux de change de référence publiés par la Banque centrale européenne.

Concernant le traitement des taux d'intérêt négatifs, SSBI suit l'opinion de l'IDW telle que publiée lors de la 261<sup>e</sup> réunion du Comité bancaire technique du 23 juin 2015. Cela nécessite que les produits d'intérêts soient strictement affectés aux postes de l'actif, et les charges d'intérêts aux postes du passif. Pour les intérêts négatifs déduits des produits d'intérêts et des charges d'intérêts de cette manière, le Formulaire 3 du RechKredV (utilisé pour la présentation du compte de résultat) a été développé pour inclure les sous-titres « dont : produits d'intérêt négatifs » et « dont : charges d'intérêts positives », respectivement.

SSBI applique le traitement alternatif autorisé par la Section 340c (2) du HGB. Selon ce principe, les charges découlant de dépréciations de participations, de parts dans des sociétés affiliées et de titres d'investissement peuvent être déduites des produits de réévaluation de ces actifs, la différence étant affectée à un compte de produits ou de charges dans le compte de résultat (méthode de compensation croisée).

Selon la Section 340c (2) phrase 2 du HGB, les produits et les charges issus des transactions de ces actifs peuvent également être inclus. Si ces transactions sont réalisées au cours de l'exercice fiscal concerné, SSBI les déclare en tant que gain ou perte sur la vente de titres.

SSBI a regroupé les montants dans l'état des modifications des immobilisations, tel qu'autorisé par la Section 34 (3) du RechKredV. Sur cette base, les écritures, les dépréciations et les ajustements de valeur des investissements en actions, des actions des sociétés affiliées et des titres de placement (actifs financiers) sont agrégés avec d'autres éléments.

## C. – Notes afférentes au bilan

### I. – Actif

## 1. – Réserves de trésorerie

La réserve de trésorerie s'élevait à 1 636 millions EUR au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 287 millions EUR par rapport à l'année précédente (31 décembre 2023 : 1 349 millions EUR). L'augmentation est conforme à l'augmentation de l'actif total et du passif supérieur de SSBI soumis aux réserves pendant la période d'exécution par rapport à la même période de l'année précédente. Les réserves de trésorerie correspondent généralement à la réserve minimale requise de SSBI. Les réserves de trésorerie sont uniquement constituées de dépôts détenus auprès de diverses banques centrales.

## 2. – Prêts et avances accordés aux banques

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
a) payable à la demande	24 689	23 558
b) autres prêts et avances	3 987	3 879
Total	28 676	27 437
Dont le montant suivant envers des sociétés affiliées	9 577	7 197

Les prêts et avances aux banques ont augmenté de 1 239 millions EUR par rapport à l'année précédente et s'élevaient à 28 676 millions EUR au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 27 437 millions EUR).

Alors que les facilités de dépôt auprès des banques centrales européennes avaient un volume inférieur de 18 820 millions EUR au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 19 870 millions EUR), les créances liées aux pensions livrées avec SSBT, succursale de Londres, ont augmenté à 8 134 millions EUR au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 5 702 millions EUR). En outre, les dépôts en lien avec l'activité Global Custody & Depository Services ont légèrement augmenté à 524 millions EUR (31 décembre 2023 : 500 millions EUR).

Les durées restantes des autres prêts et avances accordés aux banques au 31 décembre 2024 sont présentées ci-dessous :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Jusqu'à 3 mois	3 987	3 879
Plus de 3 mois et jusqu'à 1 an	0	0
Plus d'un an et jusqu'à 5 ans	0	0
Plus de 5 ans	0	0

Les prêts et avances accordés aux banques avec une durée allant jusqu'à trois mois consistent en des transactions de pension de titres (« reverse repo ») avec SSBT, succursale de Londres.

Les programmes de sanctions ou les interventions de l'État en Russie limitent la disponibilité de certains fonds auprès des sous-dépositaires russes de SSBT, qui agissent à leur tour en tant que sous-dépositaires de SSBI. Au 31 décembre 2024, la valeur de ces soldes, comptabilisés dans les créances sur les établissements de crédit et actuellement non transférables, s'élevait à 197 millions EUR (31 décembre 2023 : 101 millions EUR). Un montant équivalent a été inscrit au passif au titre des passifs envers les clients.

## 3. – Prêts et avances accordés à la clientèle

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
a) payable à la demande	578	646
b) autres prêts et avances	5 265	4 965
Total	5 843	5 611
Dont le montant suivant envers des sociétés affiliées	0	0

Les prêts et avances aux clients ont augmenté de 232 millions EUR par rapport à l'année précédente et se sont élevés à 5 843 millions EUR au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 5 611 millions EUR). Le volume du portefeuille European Fund Finance (portefeuille EFF) a augmenté de 397 millions EUR pour atteindre 1 783 millions EUR (31 décembre 2023 : 1 386 millions EUR). Ce poste comprend 22 millions EUR non encore alloués dans le cadre de la compensation. L'activité CLO Loans est restée relativement stable en 2024, avec un encours de 1 925 millions EUR en fin d'année (31 décembre 2023 : 1 902 millions EUR). La position en prêts à effet de levier a de nouveau diminué au cours de l'exercice 2024, après une hausse l'année précédente, pour atteindre 1 557 millions EUR à la date de clôture (31 décembre 2023 : 1 677 millions EUR). Par ailleurs, les découverts de compte, à hauteur de 261 millions EUR au 31 décembre 2024, sont restés stables par rapport à l'exercice précédent (31 décembre 2023 : 260 millions EUR).

Les durées restantes des autres prêts et avances accordés à la clientèle au 31 décembre 2024 sont présentées ci-dessous :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Jusqu'à 3 mois	207	112
Plus de 3 mois et jusqu'à 1 an	1 250	352
Plus d'un an et jusqu'à 5 ans	1 512	2 140
Plus de 5 ans	2 555	2 621

L'augmentation des prêts et des avances aux clients ayant une échéance de plus de 3 mois à 1 an est principalement due à un mouvement de la tranche d'échéance la plus élevée. Par conséquent, le volume des prêts avec une échéance de plus de 1 an à 5 ans a diminué par rapport à l'année précédente. Les créances à échéance supérieure à 5 ans sont principalement constituées par les prêts EFF et CLO.

Des créances à durée indéterminée existent au 31 décembre 2024 en raison de découverts approuvés totalisant 261 millions d'euros (31 décembre 2023 : 260 millions d'euros).

#### 4. – Présentation des actifs financiers

(En millions d'euros.)	01/01/2024	Ajouts et cessions, réajustements à la hausse et dépréciations, ainsi qu'indemnités et effets du taux de change (1)	31/12/2024
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 285	-882	9 403
Actions et autres titres à rendement variable	5	0	5
Parts dans des sociétés affiliées	0	+2	2

(1) L'option d'agrégation prévue par la Section 34 (3) du RechKredV a été utilisée.

#### 5. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(En millions d'euros.)	Dont émetteurs publics	Autres émetteurs		Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Dont ABS	Dont autres émetteurs		
Montant inscrit au bilan	1 448	834	7 121	9 403	10 285
Juste valeur	1 412	835	6 771	9 018	9 891
Réserves cachées	5	2	52	59	46
Pertes non réalisées (amortissement non appliqué)	41	1	402	444	440

La valeur comptable du portefeuille d'investissements déclaré sous Titres et autres titres à revenu fixe a diminué au 31 décembre 2024 de 882 millions EUR pour un total de 9 403 millions EUR (31 décembre 2023 : 10 285 millions EUR). La réduction des titres de créance et autres titres à revenu fixe est conforme à une structure d'actifs ajustée afin d'optimiser le revenu des intérêts en raison de l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt.

Tous les titres de ce portefeuille sont négociables et cotés en bourse. Les obligations et autres titres à revenu fixe sont traités principalement comme des immobilisations et évalués en utilisant le principe modifié d'évaluation à la moindre valeur en vertu de la Section 253 (3) du HGB. Aucune dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2024 (comme sur l'exercice précédent), car il n'y a eu aucune perte de valeur définitive au cours de l'année. Cette évaluation est soutenue par des tests de résistance internes menés par la Banque.

Au 31 décembre 2024, il n'y avait aucun titre attribué à l'actif circulant et mesuré selon le principe strict de la valeur la plus basse (comme l'année précédente). Par conséquent, au cours de l'exercice 2024, comme lors de l'exercice précédent, il n'y a eu aucune dépréciation sur la juste valeur inférieure.

La juste valeur du portefeuille d'investissement (y compris les intérêts courus) s'élève à 9 018 millions EUR au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 9 891 millions EUR). Pour les titres individuels ayant une valeur comptable totale (y compris les intérêts courus) de 4 676 millions EUR, la juste valeur à la date de déclaration était inférieure à la valeur comptable (31 décembre 2023 : 7 427 millions EUR). Au 31 décembre 2024, le passif caché de ces titres s'élevait à 444 millions EUR (31 décembre 2023 : 440 millions EUR). Il n'y a pas eu de dépréciation permanente dans ces cas, car les dépréciations sont largement attribuables aux variations du taux d'intérêt général du marché. Il existe une intention et une capacité de

conserver ces titres de manière permanente et les flux de trésorerie des titres devraient être suffisants pour couvrir la valeur comptable. L'amortissement conformément à la section 253 (3), phrases 3 et 4 du Code de commerce allemand (HGB) n'a pas été comptabilisé au cours de l'exercice 2024. À la date du bilan, les charges cachées ont été compensées par des réserves cachées de 59 millions EUR (31 décembre 2023 : 46 millions EUR).

L'évolution du portefeuille d'investissement est surveillée en permanence et analysée titre par titre. En outre, la performance du portefeuille d'investissement est discutée lors des réunions mensuelles de la direction, tout comme l'environnement d'investissement et les stratégies d'investissement. SSBI prévoit que tous les titres seront remboursés intégralement à l'échéance.

En 2025, sur l'ensemble du portefeuille, des titres ayant une valeur comptable de 856 millions EUR arriveront à échéance.

## 6. – Actions et autres titres à rendement variable

Les actions et autres titres à rendement variable se composent principalement de parts de fonds d'investissement négociables et cotées en bourse. La Société a acquis ces titres dans le cadre du Programme de rémunération différée. La valeur comptable des actions est de 4 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 4 millions d'euros). Dans le cadre de l'évaluation des parts d'investissement, les effets négatifs se sont élevés à 0,1 millier d'euros au cours de l'exercice 2024 (exercice précédent : 1 million d'euros).

Au 31 décembre 2024, SSBI détient des actions de la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) d'une valeur de 1 million d'euros (31 décembre 2023 : 1 million d'euros).

## 7. – Portefeuille de négociation

Pour le portefeuille de négociation, les instruments financiers (y compris les valeurs de marché positives et négatives des instruments financiers dérivés) ont été évalués et présentés à la juste valeur, déduction faite d'une décote de type VAR (value at risk). Les variations correspondantes de juste valeur ont été enregistrées en tant que produits ou charges nets du portefeuille de négociation. Au 31 décembre 2024, des actifs de 1 218 millions EUR (31 décembre 2023 : 483 millions EUR) figuraient à l'actif du bilan, incluant une décote de risque de 350 milliers d'euros.

## 8. – Actifs de fiducie

Au 31 décembre 2024, SSBI déclare un patrimoine fiduciaire de 46 millions d'euros (31 décembre 2023 : 140 millions d'euros). Les actifs fiduciaires indiqués correspondent à des prêts et avances aux banques.

Les actifs de fiducie sont gérés pour SSBI et pour le compte des clients par la succursale au Luxembourg. Les actifs de fiducie sont détenus dans des comptes qui sont tenus séparément des comptes de SSBI, de manière à éviter toute confusion entre les positions des actifs.

## 9. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En millions d'euros.)	Coûts d'acquisition						
	01/01/2024	Ajouts	Reclassifications	Réajustement à la hausse	Cessions	Différences de change	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	813	5	0	0	-3	0	815
Survaleur	201	0	0	0	0	0	201
Autre	612	5	0	0	-3	0	614
Immobilisations corporelles	143	27	0	0	-16	0	154
Améliorations locatives	78	12	0	0	-4	0	86
Matériel d'exploitation et de bureau	65	15	0	0	-12	0	68

(En millions d'euros.)	Coûts d'acquisition	Amortissement/dépréciation							Montants inscrits au bilan
	31/12/2024	Cumul au 01/01/2024	Ajouts	Reclassifications	Cessions	Différences de change	Cumul au 31/12/2024	01/01/2024	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	815	632	19	0	-3	0	648	182	167
Survaleur	201	186	1	0	0	0	187	16	14
Autre	614	446	18	0	-3	0	461	166	153
Immobilisations corporelles	154	104	14	0	-6	0	112	38	42
Améliorations locatives	86	61	6	0	-3	0	64	16	22
Matériel d'exploitation et de bureau	68	43	8	0	-3	0	48	22	20



Au 31 décembre 2024, les immobilisations incorporelles comprennent une survaleur d'un montant de 14 millions d'euros (31 décembre 2023 : 16 millions d'euros). En outre, d'autres immobilisations incorporelles s'élèvent à 153 millions d'euros (31 décembre 2023 : 166 millions d'euros). Ces montants correspondent à des relations clients capitalisées, acquises dans le cadre d'une opération de croissance externe menée par la succursale luxembourgeoise de SSBI.

Au 31 décembre 2024, les immobilisations corporelles comprennent des équipements d'exploitation et de bureau pour un montant de 20 millions d'euros, ainsi que des améliorations locatives pour 22 millions d'euros. Ces dernières s'expliquent par la prise à bail de nouveaux bureaux au cours de l'exercice 2024.

## 10. – Autres actifs

Les autres actifs peuvent être ventilés comme suit :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et avances dans l'activité de conservation	350	270
Garanties en espèces	553	191
Créances fiscales	150	147
Autres créances	63	66
<b>Total</b>	<b>1 116</b>	<b>674</b>

Les autres actifs s'élevaient à 1 116 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une hausse de 442 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023 (674 millions d'euros).

Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des comptes sur marge en espèces liés aux opérations sur dérivés de change, qui atteignent 553 millions d'euros (31 décembre 2023 : 191 millions d'euros), en raison d'un volume d'activité plus élevé. Par ailleurs, les créances liées à l'activité de conservation sont passées de 270 millions d'euros à 350 millions d'euros au 31 décembre 2024, en lien avec la date de clôture.

Au 31 décembre 2024, les autres créances comprennent un excédent d'actifs de 9 millions d'euros, résultant de la conversion de transactions en devises étrangères non comptabilisées au bilan dans le cadre de la couverture spéciale conformément au paragraphe 340h HGB.

## 11. – Passifs différés et charges à payer

Les actifs de régularisation comprennent principalement des charges payées d'avance liées à des obligations locatives et à des relations clients, couvrant une période postérieure à la date de clôture.

## 12. – Actifs découlant du financement excessif des retraites et obligations similaires

Certains actifs de fonds d'investissement associés à des accords contractuels de fiducie (Contractual Trust Arrangements, CTA) peuvent présenter un excédent d'actifs par rapport aux obligations au titre des prestations définies correspondantes.

Au 31 décembre 2024, cet excédent inscrit à l'actif s'élevait à 1 million d'euros (31 décembre 2023 : 0,3 million d'euros).

## II. – Capitaux propres et passifs

### 1. – Passifs envers les banques

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
a) payable à la demande	880	940
b) avec une durée ou un délai de préavis convenu	2 300	2 300
<b>Total</b>	<b>3 180</b>	<b>3 240</b>
Dont le montant suivant envers des sociétés affiliées	2 691	2 790

Au 31 décembre 2024, les passifs envers les banques s'élevaient à 3 180 millions d'euros (31 décembre 2023 : 3 240 millions d'euros). Ils résultaient principalement d'une opération de pension livrée (« repo ») avec SSBT, Boston, pour un montant de 2 300 millions d'euros, ainsi que de dettes liées aux activités de Global Custody et de services de dépositaire pour un montant de 880 millions d'euros.

Les passifs envers les banques comprennent des dettes envers des entités affiliées à hauteur de 2 691 millions d'euros (31 décembre 2023 : 2 790 millions d'euros), principalement envers SSBT, Boston.

Au 31 décembre 2024, Les passifs envers les banques comprennent des engagements assortis d'une échéance ou d'un délai de préavis convenu pour un montant de 2 300 millions d'euros (31 décembre 2023 : 2 300 millions d'euros). Ces

dettes résultent d'une opération de pension livrée (« repo ») avec SSBT, Boston. La valeur comptable des titres mis en gage s'élève à 2 300 millions d'euros. La maturité de cette opération est inférieure à trois mois.

## 2. – Passifs envers les clients

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
a) payable à la demande	36 227	35 489
b) avec une durée ou un délai de préavis convenu	0	0
Total	36 227	35 489
Dont le montant suivant envers des sociétés affiliées	1 116	565

Les passifs envers les clients ont augmenté de 738 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent en raison de facteurs liés la date de clôture et s'élevaient à 36 227 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 35 489 millions d'euros). Au 31 décembre 2024, ils étaient exclusivement constitués de dépôts à vue.

Au 31 décembre 2024, les passifs envers les clients comprennent des dettes envers des entités affiliées pour un montant de 1 116 millions d'euros (31 décembre 2023 : 565 millions d'euros), dont 227 millions d'euros envers SSEHG (31 décembre 2023 : 219 millions d'euros), 618 millions d'euros envers l'actionnaire SSHG (31 décembre 2023 : 194 millions d'euros) et 233 millions d'euros envers State Street International Holdings Switzerland, Zurich (« SSIHS ») (31 décembre 2023 : 122 millions d'euros).

Au 31 décembre 2024, comme l'année précédente, aucun passif envers les clients ne présentait d'échéance ou de délai de préavis convenu.

## 3. – Portefeuille de négociation

Pour le portefeuille de négociation, les instruments financiers (y compris les valeurs de marché positives et négatives des instruments dérivés) ont été évalués et présentés à leur juste valeur. Les variations correspondantes de juste valeur ont été comptabilisées en résultat net du portefeuille de négociation. Au 31 décembre 2024, les passifs afférents s'élevaient à 1 211 millions d'euros (31 décembre 2023 : 495 millions d'euros).

## 4. – Passifs de fiducie

Au 31 décembre 2024, SSBI a déclaré des passifs fiduciaires de 46 millions d'euros (31 décembre 2023 : 140 millions d'euros), correspondant aux actifs fiduciaires. Ces passifs comprennent 44 millions d'euros envers des banques et 2 millions d'euros envers les clients.

## 5. – Autres passifs

Les autres engagements contiennent les postes suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Garanties en espèces	1 093	490
Dettes envers les actionnaires	450	443
Gestion de trésorerie	138	149
Activité de correspondant bancaire	145	77
Passifs envers les autorités fiscales	92	118
Autres passifs divers	23	39
Total	1 941	1 316
dont le montant suivant envers des sociétés affiliées	1 218	897

Au 31 décembre 2024, les autres passifs ont augmenté de 625 millions d'euros pour atteindre 1 941 millions d'euros (31 décembre 2023 : 1 316 millions d'euros). Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des créances liées aux garanties en espèces, qui s'élèvent à 1 093 millions d'euros (31 décembre 2023 : 490 millions d'euros).

L'augmentation de 603 millions d'euros des comptes sur marge inclus dans les garanties en espèces, en lien avec l'activité sur dérivés de change, pour atteindre 1 093 millions d'euros (31 décembre 2023 : 490 millions d'euros), résulte principalement d'un volume d'activité plus élevé.

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, cet élément comprend également les passifs liés au transfert de bénéfices au titre de l'accord de transfert de résultats conclu avec l'actionnaire SSHG, pour un montant de 450 millions d'euros (31 décembre

2023 : 443 millions d'euros). Les passifs relatifs à la banque correspondante s'élèvent à 92 millions d'euros, soit un niveau légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent (31 décembre 2023 : 118 millions d'euros).

Les passifs fiscaux s'élevaient à 145 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 77 millions d'euros). Ils sont principalement liés aux retenues à la source sur les activités d'autoconservation.

Au 31 décembre 2024, les dettes envers les entités affiliées comprennent principalement des engagements envers l'actionnaire unique SSHG (450 millions d'euros) et la succursale londonienne de SSBI (768 millions d'euros).

## 6. – Passifs différés et charges à payer

Les passifs différés et les charges à payer comprennent les charges à payer et les reports liés à l'activité de prêt, dans la mesure où les escomptes sont inclus dans les créances (4 millions d'euros). En outre, il existe également des liquidités reçues avant la date du bilan qui représentent un revenu pour une certaine période après la date du bilan.

## 7. – Passifs d'impôts différés

Les écarts entre la base fiscale et la base d'évaluation utilisée dans les états financiers, côté actif, telle que déclarée par la société mère allemande, n'ont pas été pris en compte au niveau de SSBI. Un groupe fiscal est constitué avec l'actionnaire SSHG. Les impôts différés ne sont pas comptabilisés au niveau de la société dépendante, SSBI.

Au 31 décembre 2024, un excédent de passifs d'impôt différé de 0,1 million d'euros a été constaté pour les succursales et établissements étrangers, conformément à l'article 274, paragraphe 1, phrase 1 du Code de commerce allemand (HGB) (31 décembre 2023 : 0 million d'euros). En conséquence, l'application de la loi sur l'impôt minimum et des législations fiscales étrangères relatives à l'impôt minimum ne devrait pas avoir d'impact sur SSBI.

## 8. – Provisions

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Provisions pour retraites et obligations similaires	123	123
Provisions pour impôts	10	16
Autres provisions	178	199
Total	311	338

Les provisions pour retraites et obligations similaires s'élevaient à 123 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 123 millions d'euros). À la date de clôture, ce montant inclut des provisions pour obligations de retraite au titre du programme de rémunération différée à hauteur de 4 millions d'euros, correspondant à la valeur des actifs concernés.

S'agissant des accords contractuels de fiducie (Contractual Trust Arrangements – CTA), les actifs et les passifs sont compensés conformément à l'article 246, paragraphe 2, phrase 2 du Code de commerce allemand (HGB). La juste valeur des actifs compensés s'élevait à 18 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, un déficit de 18 millions d'euros (31 décembre 2023 : 16 millions d'euros) a été constaté au titre des obligations de retraite indirectes.

L'écart de valorisation des provisions pour retraites et obligations similaires, résultant de l'allongement de la période de calcul du taux d'actualisation moyen de sept à dix ans, s'élève à -2 millions d'euros. En conséquence, au 31 décembre 2024, aucun montant n'est soumis à un gel de distribution au sens de l'article 253, paragraphe 6, phrase 2 du Code de commerce allemand (HGB) (31 décembre 2023 : 2 millions d'euros). L'année précédente, toutefois, ce montant avait été entièrement couvert par des capitaux propres librement disponibles, et n'avait donc pas entraîné de blocage à la distribution.

Les autres provisions ont diminué de 21 millions d'euros pour s'établir à 178 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 199 millions d'euros). Elles incluent notamment des provisions pour primes (32 millions d'euros), pour mesures de restructuration (16 millions d'euros), pour risques juridiques et pertes d'exploitation potentielles (18 millions d'euros), ainsi que pour congés (17 millions d'euros).

## 9. – Passifs subordonnés

Les passifs subordonnés résultent d'un prêt subordonné (prêt MREL) contracté à compter du 28 décembre 2021, pour un montant nominal de 1 200 millions USD. Ce prêt avait initialement été émis par State Street International Holdings, Boston (États-Unis) à SSEHG KG, puis transféré à SSBI par l'actionnaire unique, SSHG. Il a été renouvelé et modifié le 5 décembre 2024, tout en conservant sa structure d'origine. Il est assorti d'une maturité glissante, avec une échéance finale fixée au 28 décembre 2030. Le prêt porte un intérêt de 1,14 % majoré du taux SOFR (Secured Overnight Financing Rate) 1 mois. Les intérêts dus au titre de ce prêt s'élevaient à 62 millions d'euros pour l'exercice 2024.

Le prêt MREL fournit à SSBI un capital complémentaire destiné à satisfaire aux exigences réglementaires accrues en matière de capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity – TLAC), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Il peut être pris en compte à cette fin tant au niveau de SSBI qu'au niveau du groupe SSEHG.

En outre, il existe toujours un prêt subordonné d'un montant de 100 millions d'euros émis en 2009 qui est détenu par SSEHG. Cet emprunt est assorti d'un taux d'intérêt de 7,75 % par an. Il en résulte un intérêt proportionnel de 8 millions d'euros pour l'exercice 2024 (année précédente : 8 millions d'euros). Le prêt arrivera à échéance le 25 août 2038.

L'augmentation de cette position au bilan résulte des fluctuations de change affectant le prêt libellé en USD. À la date de clôture, l'effet de change était positif, à hauteur de +69 millions d'euros par rapport à la date de clôture de l'exercice précédent.

## **10. – Fonds pour les risques bancaires généraux**

Le fonds pour les risques bancaires généraux s'est accru pour atteindre 93 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 92 millions d'euros).

Au 31 décembre 2024, SSBI a constitué une réserve pour imprévus au sens de l'article 340h du HGB, d'un montant de 91 millions d'euros (31 décembre 2023 : 91 millions d'euros). Ces provisions sont principalement destinées à couvrir les risques de crédit, de liquidité, de taux d'intérêt et de sécurité difficilement quantifiables.

Les risques liés aux produits dérivés sont également pris en compte, conformément à l'article 340e, paragraphe 4, en liaison avec l'article 340g du HGB, à hauteur de 10 % du résultat net du portefeuille de négociation. Le poste exceptionnel comptabilisé dans ce contexte s'élève à 2 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 1 million d'euros).

## **11. – Capitaux propres**

Au 31 décembre 2024, le capital émis de SSBI s'élevait à 109 millions d'euros (31 décembre 2023 : 109 millions d'euros).

Au 31 décembre 2024, la réserve de capital s'élevait à 3 316 millions d'euros, un montant inchangé par rapport à celui du 31 décembre 2023. Par ailleurs, les autres réserves s'établissaient à 4 millions d'euros (31 décembre 2023 : 4 millions d'euros). Comme l'année précédente, SSBI a déclaré un bénéfice non distribué de 462 millions d'euros, résultant de la libération de la réserve de capital conformément à la résolution du 5 mars 2020.

Dans l'ensemble, les capitaux propres sont restés stables par rapport à l'exercice précédent, s'élevant à 3 892 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 3 892 millions d'euros).

## **III. – Postes hors bilan et autres postes**

### **1. – Passifs éventuels et autres obligations**

Au 31 décembre 2024, SSBI faisait état de passifs éventuels correspondant à des garanties d'un montant de 5 millions d'euros (31 décembre 2023 : 0 euro).

Les autres passifs ont diminué de 310 millions d'euros au cours de l'exercice 2024, pour s'établir à 3 426 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 3 736 millions d'euros). Cette baisse s'explique principalement par une diminution du volume de transactions en attente dans le cadre de l'activité European Fund Finance.

Au 31 décembre 2024, SSBI dispose d'engagements de prêt irrévocables. En fonction des besoins de refinancement des contreparties, ces engagements peuvent faire l'objet de tirages. En ce qui concerne le risque de défaut de contrepartie, une évaluation est effectuée pour l'activité de prêt d'origine selon l'approche IRBA-Advanced. Si la constitution d'une provision est jugée nécessaire, une déduction est opérée sur les autres engagements comptabilisés.

Les éléments hors bilan sont principalement liés à l'activité EFF pour un montant de 3 278 millions d'euros (31 décembre 2023 : 3 614 millions d'euros). En outre, au 31 décembre 2024, des transactions en cours provenant du portefeuille de prêts à effet de levier représentaient 11 millions d'euros (31 décembre 2023 : 91 millions d'euros). Sur ce montant, des provisions pour pertes imminentes totalisant 1 million d'euros ont été déduites (31 décembre 2023 : 1 million d'euros). Ainsi, au 31 décembre 2024, les positions totales liées à ces éléments s'élevaient à 3 288 millions d'euros (31 décembre 2023 : 3 704 millions d'euros).

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, SSBI détenait d'autres engagements de prêt irrévocables non tirés, pour un montant total de 120 millions d'euros (31 décembre 2023 : 25 millions d'euros).

En outre, au 31 décembre 2024, des opérations de pension de titres (« reverse repo ») non encore dénouées étaient en cours pour un montant de 13 millions d'euros (31 décembre 2023 : 7 millions d'euros).

### **2. – Autres obligations financières et interdiction de distribution sous forme de dividendes**

#### Autres obligations financières

D'autres engagements financiers, sous forme d'obligations locatives de bureaux, de contrats de location de véhicules de société et d'équipements professionnels, existent jusqu'en 2034, pour un montant de 138 millions d'euros, sans prise en

compte d'un ajustement pour inflation (31 décembre 2023 : 96 millions d'euros jusqu'en 2033). L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique par la prise à bail de nouveaux bureaux dont les contrats de location ont des durées plus longues. Mi-février 2024, le projet de rapport du contrôle fiscal externe portant sur les exercices 2013 à 2016 a été adressé par l'administration fiscale de Munich. Ce projet contient notamment une conclusion selon laquelle SSBI pourrait être tenue responsable, à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros, pour des services fournis à certains clients entre 2013 et 2015. La banque a analysé en détail les conclusions de l'audit avec l'appui de consultants externes et a soumis une réponse. À ce stade, la banque n'anticipe pas de réclamation dans ce dossier. Par ailleurs, SSBI s'est assurée que d'éventuelles actions civiles contre les parties concernées ne soient pas frappées de prescription. L'issue de la procédure reste incertaine, et il n'est pas exclu que SSBI doive faire valoir sa position juridique devant les tribunaux.

#### Obligations de paiement irrévocables

Au 31 décembre 2024, SSBI avait des obligations de paiement irrévocables envers le Fonds de garantie des dépôts à hauteur de 10 millions d'euros (31 décembre 2023 : 10 millions d'euros), ainsi qu'envers le Fonds de résolution unique pour un montant de 26 millions d'euros (31 décembre 2023 : 26 millions d'euros). Les obligations envers le Fonds de garantie sont sécurisées par un compte bancaire nanti. Pour celles envers le Fonds de résolution unique, SSBI a fourni un paiement en espèces du même montant à titre de garantie. Le compte bancaire nanti ainsi que la créance relative au paiement en espèces figurent au bilan sous la rubrique « Autres actifs ».

Dans un arrêt du 25 octobre 2023, la Cour de justice de l'Union européenne a condamné un établissement de crédit français dans l'affaire suivante : l'établissement avait demandé au Fonds de résolution unique de lui rembourser les liquidités apportées en garantie après avoir retiré sa licence bancaire conformément à une demande. Le Fonds de résolution unique a refusé d'effectuer cette remise, en posant comme condition que l'établissement effectue d'abord un paiement monétaire égal au montant des obligations de paiement irrévocables données. Le recours subséquent de l'Institut a été rejeté. L'Institut a fait appel du rejet de l'action en justice en janvier 2024 et a demandé l'annulation de la décision du tribunal. La décision est en attente au moment de la préparation.

Compte tenu des développements en cours, SSBI continue de considérer que les éléments présentés sous la rubrique « Autres actifs » sont recouvrables au 31 décembre 2024.

#### Titres nantis

Au 31 décembre 2024, SSBI avait donné en gage des titres pour un montant total de 2 660 millions d'euros (31 décembre 2023 : 2 654 millions d'euros). Comme l'année précédente, la majeure partie de ces titres correspond à une opération de pension livrée (« repo ») avec SSBT, pour un montant de 2 300 millions d'euros (31 décembre 2023 : 2 300 millions d'euros).

#### Interdiction de distribution de dividendes

1 million d'euros est attribuable à l'écart entre la juste valeur des actifs de couverture et leur coût d'acquisition, conformément à l'article 268, paragraphe 8, phrase 3 du Code de commerce allemand (HGB) (31 décembre 2023 : 0,3 million d'euros). En outre, le revenu non encore réalisé résultant de la valorisation à la juste valeur des instruments financiers du portefeuille de négociation à hauteur d'au moins 10 % du résultat net de ce portefeuille, soit 2 millions d'euros, est considéré comme indisponible à la distribution en vertu de l'article 340e, paragraphe 4 du HGB (31 décembre 2023 : 1 million d'euros). Ces montants sont intégralement couverts par des fonds propres librement disponibles.

Au 31 décembre 2024, aucun montant n'était bloqué à la distribution au titre de la différence d'évaluation des provisions pour obligations de retraite, conformément à l'article 253, paragraphe 6, phrase 2 du Code de commerce allemand (HGB) (31 décembre 2023 : 2 millions d'euros).

### **3. – Produits dérivés et transactions en cours**

SSBI détient principalement des produits dérivés de gré à gré non négociés en bourse. Les valeurs de marché des produits dérivés sont déterminées à l'aide de modèles mathématiques financiers acceptés appliquant des paramètres d'évaluation disponibles sur le marché.

SSBI détient des produits dérivés initiés par le client composés de contrats de change à terme, de change au comptant, de swaps de change et de contrats à terme non livrables (NDF), qui peuvent être clôturés par le biais de transactions consécutives avec SSBT ou avec des contreparties externes. Ces dérivés n'ont pas nécessairement de couverture, par conséquent les dérivés sont détenus par SSBI dans le portefeuille de négociation et sont affectés à l'activité Global Markets dans leur ensemble. Pour les produits dérivés du portefeuille de négociation, toute variation de la juste valeur est enregistrée dans les produits nets ou les charges nettes du portefeuille de négociation, et déclarée en conséquence en tant qu'actif ou passif du bilan.

Par ailleurs, SSBI détient dans le portefeuille bancaire des swaps de change conclus avec SSBT. Ces swaps impliquent deux devises - généralement l'USD et l'EUR - qui sont échangées via des contrats de change au comptant, puis reconverties à une date ultérieure déterminée au moyen de contrats à terme. SSBI utilise ces opérations comme alternative aux opérations de pension de titres (« reverse repo ») afin d'optimiser sa structure bilancielle. Tous les instruments dérivés

liés à l'activité Global Treasury sont conservés dans le portefeuille bancaire. SSBI détient également des swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir les flux de trésorerie liés à certaines opérations de prêt dans le cadre de l'activité Global Credit Finance.

Les produits dérivés non dénoués à la date de clôture sont présentés ci-dessous conformément à l'article 285, point 19 du HGB :

Valeur nominale (En millions d'euros.)	Durée résiduelle			Montant total	
	≤ 1 an	> 1 à 5 ans	> 5 ans	2024	2023
Portefeuille de négociation de produits dérivés	128 982	1 457	0	130 439	59 209
Swaps de change	104 821	1 284	0	106 105	51 410
Contrat à terme sur devises	22 203	173	0	22 376	6 416
NDF	785	0	0	785	184
Contrat de change au comptant sur devises	1 173	0	0	1 173	1 199
Portefeuille bancaire de produits dérivés	4 459	3 226	0	7 685	4 265
Swaps de change	3 359	0	0	3 359	2 645
Swaps de taux d'intérêt	1 100	3 226	0	4 326	1 620

Valeurs du marché (En millions d'euros.)	Positif		Négatif	
	2024	2023	2024	2023
Portefeuille de négociation de produits dérivés	1 218	484	1 211	495
Swaps de change	1 088	430	1 115	429
Contrat à terme sur devises	111	52	77	63
NDF	18	1	18	1
Contrat de change au comptant sur devises	1	1	1	2
Portefeuille bancaire de produits dérivés	101	67	71	51
Swaps de change	9	4	0	0
Swaps de taux d'intérêt	92	63	71	51

#### 4. – Position de change

Des postes en devises étrangères font partie des postes du bilan suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Réserves de trésorerie	1 204	969
Prêts et avances accordés aux banques	6 738	6 325
Prêts et avances accordés à la clientèle	2 563	2 359
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 397	2 476
Portefeuille de négociation	1 218	484
Autres actifs	165	136
Actifs en devises étrangères	14 285	12 749
Passifs envers les banques	440	162
Passifs envers les clients	14 668	13 489
Portefeuille de négociation	1 211	495
Passifs subordonnés	1 159	1 100
Autres passifs	200	180
Passifs en devises étrangères	17 678	15 426

La valeur totale des actifs inscrits au bilan et libellés en devises étrangères s'élevait à 14 285 millions d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 12 749 millions d'euros). Les passifs du bilan libellés en devises étrangères s'établissaient à 17 678 millions d'euros (31 décembre 2023 : 15 426 millions d'euros). Globalement, cela représente une augmentation de 1 536 millions d'euros à l'actif et de 2 252 millions d'euros au passif au 31 décembre 2024 par rapport au 31 décembre 2023.

Le déficit constaté à l'actif est compensé par des opérations de change à terme, qui le couvrent à hauteur d'un volume nominal de 3 359 millions d'euros (31 décembre 2023 : 2 636 millions d'euros). Une partie non couverte des avoirs en devises étrangères est évaluée selon le principe de prudence.

En principe, l'évolution des positions en devises étrangères au passif au 31 décembre 2024 reflète l'augmentation des dépôts clients en devises étrangères - notamment en USD - par rapport au 31 décembre 2023. Côté actif, on observe en revanche une hausse des prêts et avances aux établissements de crédit, en particulier des créances libellées en GBP.

Globalement, à l'actif, le portefeuille est principalement composé d'USD (9 307 millions d'euros), ainsi que de CHF (1 253 millions d'euros) et de GBP (758 millions d'euros). Du côté du passif, il est également constitué majoritairement d'USD (11 962 millions d'euros), ainsi que, dans une moindre mesure, de GBP (1 179 millions d'euros) et de CHF (1 141 millions d'euros).

#### D. – Notes afférentes au compte de résultat

##### 1. – Postes significatifs dans le compte de résultat par pays

Les éléments sélectionnés du compte de résultat de SSBI pour l'exercice 2024 sont présentés ci-dessous par filiales dans les différentes régions et pays :

(En millions d'euros.)	D	LUX	AT	UK	CH	PL	NL	ITA	FRA	SSBI (1)	Total
Produits d'intérêts nets	203	379	3	0	7	1	6	133	0	0	732
Produits des commissions nets	122	414	3	0	28	0	14	107	38	0	726
Autres produits d'exploitation	21	10	0	1	17	209	0	3	27	-37	251
Charges administratives	-187	-117	-2	0	-26	-264	-8	-86	-42	0	-732
Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	-7	-21	0	0	0	-4	0	-1	0	0	-33
Autres charges d'exploitation	-37	-428	-1	-5	-5	89	-4	-62	-5	37	-421

(1) Les effets SSBI font référence à la consolidation au sein de SSBI

##### 2. – Produits d'intérêts nets

Le revenu net d'intérêts est resté relativement stable au cours de l'exercice 2024 par rapport à l'exercice précédent, s'élevant à 732 millions d'euros (exercice précédent : 736 millions d'euros).

Cette évolution s'explique par des marges plus faibles sur les dépôts clients. Toutefois, celles-ci ont été en grande partie compensées par une allocation accrue à des titres à plus fort rendement et par l'expansion de l'activité de prêt.

##### 3. – Produits des commissions nets

Au cours de l'exercice 2024, le revenu net de commissions s'est légèrement accru de 2 millions d'euros, passant de 724 millions d'euros à 726 millions d'euros. Cette progression s'explique principalement par un environnement de marché plus favorable, avec des valeurs liquidatives moyennes plus élevées et une volatilité supérieure à celle de l'année précédente. Les effets positifs liés aux nouvelles activités ne se reflètent pas encore dans les résultats de l'exercice 2024 en raison du décalage naturel entre l'intégration des clients et la reconnaissance du revenu.

##### 4. – Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

(En millions d'euros.)	2024	2023
Produits provenant de services rendus aux sociétés affiliées	205	182
Produits résultant de la reprise de provisions	26	32
Autres produits divers	20	21
Total	251	235

Au cours de l'exercice 2024, les autres produits d'exploitation ont augmenté de 16 millions d'euros pour atteindre 251 millions d'euros (exercice précédent : 235 millions d'euros).

Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des revenus issus de la prestation de services aux sociétés affiliées, pour un montant de 205 millions d'euros (exercice précédent : 182 millions d'euros). Cette évolution est principalement liée à l'effet de change. Ces revenus proviennent intégralement de la succursale de Cracovie et de son bureau secondaire à Gdansk. En revanche, les revenus liés à la reprise de provisions d'exercices antérieurs ont diminué pour s'établir à 26 millions d'euros (exercice précédent : 32 millions d'euros).

En outre, ce poste comprend 1 million d'euros d'effets liés à la conversion de devises, conformément à l'article 256a du HGB.

### 5. – Charges administratives générales

Les frais administratifs généraux ont diminué de 34 millions d'euros pour s'établir à 732 millions d'euros au cours de l'exercice 2024 (exercice précédent : 767 millions d'euros).

La baisse observée d'une année sur l'autre s'explique principalement par la diminution des autres charges administratives (-41 millions d'euros), notamment en raison de la baisse des contributions au fonds de garantie bancaire (-28 millions d'euros). En revanche, les charges de personnel ont légèrement augmenté (+7 millions d'euros) sous l'effet de revalorisations salariales.

### 6. – Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements, dépréciations et pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles se sont élevés à 33 millions d'euros au cours de l'exercice 2024, soit un niveau globalement comparable à celui de l'exercice précédent (34 millions d'euros).

### 7. – Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 421 millions d'euros pour l'exercice 2024, en hausse par rapport à l'exercice précédent (393 millions d'euros).

Cette augmentation résulte principalement de la poursuite de la hausse des dépenses liées à la politique de prix de transfert intragroupe, qui ont atteint 405 millions d'euros au cours de l'exercice 2024 (exercice précédent : 384 millions d'euros). La majeure partie de ce montant demeure imputable à la succursale luxembourgeoise, dont les dépenses de prix de transfert se sont établies à 389 millions d'euros, en nette baisse par rapport à l'exercice précédent (476 millions d'euros). À l'inverse, les produits issus des prix de transfert en Allemagne ont fortement reculé, atteignant seulement 6 millions d'euros (exercice précédent : 110 millions d'euros). Ces variations d'un exercice à l'autre s'expliquent principalement par la composition des revenus propres à chaque succursale pour l'exercice en cours.

Les autres charges d'exploitation, comme sur l'exercice précédent, ne comportent pas de charges de conversion de devises étrangères en vertu des Sections 256a et 340h du HGB.

### 8. – Dépréciations et ajustements de valeur des comptes débiteurs et de certains titres, et dotations aux provisions de l'activité de prêt

Ce poste du compte de résultat comprend les produits et charges suivants :

(En millions d'euros.)	2024	2023
Effet net de valorisation de l'activité de prêt	-8	1
Effet net de valorisation des transactions en attente dans l'activité de prêt	0	1
Total	-8	2

L'effet de valorisation net de l'activité de prêt reflète les mesures d'évaluation prises pendant la période de déclaration pour couvrir les risques de crédit différés. Les provisions pour risques généraux et spécifiques sont déduites directement des prêts et avances sur le bilan.

L'effet de valorisation net des transactions en cours dans l'activité de prêt reflète des risques généraux, sous forme de provisions pour contrats déficitaires, conformément à l'article 249, paragraphe 1 du HGB. En 2024, aucune provision pour contrats déficitaires n'a été reprise (exercice précédent : 1 million d'euros). Les provisions existantes pour contrats déficitaires sont imputées sur les postes concernés au sein de chaque sous-rubrique.

### 9. – Contribution au fonds pour les risques bancaires généraux

Au cours de l'exercice 2024, SSBI a également procédé à un transfert vers le fonds pour les risques bancaires généraux, conformément à l'article 340e, paragraphe 4 du HGB, en liaison avec l'article 340g du HGB, à hauteur de 10 % du produit net du portefeuille de négociation. Par ailleurs, la réserve de provision est demeurée inchangée.

### 10. – Réductions et ajustements de valeur sur les participations, les parts dans les sociétés affiliées et les titres classés comme immobilisations



Au cours de l'exercice 2024, la vente de titres du portefeuille d'investissement n'a généré aucun produit significatif (exercice précédent : perte à la cession de 0,2 million d'euros). Les résultats dégagés proviennent généralement de la différence entre la juste valeur et la valeur comptable de ces titres. Aucun autre effet d'évaluation n'a été enregistré au titre du revenu net des investissements financiers.

#### E. – Autres informations

##### 1. – Divulgaration du rendement des actifs en vertu de l'article 26a, paragraphe 1, phrase 4 de la KWG (Kreditwesengesetz – loi allemande sur les établissements de crédit)

Le rendement des actifs, calculé comme le ratio du résultat net de l'exercice divisé par le total de l'actif au bilan de SSBI, doit être publié conformément à l'article 26a, paragraphe 1 de la KWG. SSBI étant une entité mère au sein d'un groupe financier holding supervisé, tel que défini à l'article 11, paragraphe 2, phrase 2 du CRR, en lien avec l'article 10a de la KWG, ce ratio s'élève à 0,0 %, comme pour l'exercice précédent. Cette absence de rendement s'explique par l'existence, depuis 2009, d'un accord de transfert des résultats avec l'actionnaire unique SSHG, aux termes duquel aucun bénéfice ni aucune perte n'est comptabilisé après transfert du résultat ou prise en charge des pertes. Le résultat net des activités ordinaires de SSBI avant impôts, éléments exceptionnels et transfert de résultat s'est élevé à 521 millions d'euros pour l'exercice 2024 (exercice précédent : 507 millions d'euros).

##### 2. – Détentions d'actions

Au 31 décembre 2024, SSBI détenait les participations suivantes :

Nom, emplacement	Quote-part du capital (En %.)	Capitaux propres (En millions d'euros.)*	Résultat net de l'exercice (En millions d'euros.)*
CFGT Portugal	100,0	S.O.	S.O.

\* Au moment de la préparation, les données relatives aux états financiers annuels au 31 décembre 2024 n'étaient pas encore disponibles.

##### 3. – Nombre d'employés

	Moyenne		Fin d'année	
	2024	2023	2024	2023
Directeurs généraux	8	8	9	6
Signataires autorisés	41	40	42	39
Autres employés	8 085	8 463	8 099	8 254
	8 134	8 511	8 150	8 299

Le nombre moyen d'employés est passé de 8 511 à 8 134 au cours de l'exercice 2024 par rapport à l'exercice précédent. L'analyse à la date de clôture a mis en évidence une diminution des effectifs en 2024, notamment au sein de la succursale de Cracovie (y compris son antenne de Gdansk). Au 31 décembre 2024, 5 955 personnes y étaient employées (31 décembre 2023 : 6 122).

##### 4. – Rémunération et transactions non alignées sur les prix du marché

En 2024, la rémunération totale versée aux membres du Directoire s'élevait à 7 millions d'euros (exercice précédent : 5 millions d'euros). Aucun versement n'a été effectué en 2024 aux anciens membres du Executive Board (exercice précédent : 1 million d'euros). Les provisions pour pensions au bénéfice d'anciens membres s'élèvent à 1 million d'euros (inchangé par rapport à l'exercice précédent). Le Conseil de surveillance a perçu une rémunération de 1 million d'euros au titre de ses fonctions pour l'exercice 2024 (exercice précédent : 1 million d'euros). Aucune transaction à des conditions non conformes aux prix de marché, au sens de l'article 285, point 21 du HGB, n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

##### 5. – Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires annuels du commissaire aux comptes calculés pour l'exercice 2024 sont inclus dans les déclarations annexées aux états financiers consolidés de SSEHG.

##### 6. – Membres du Conseil d'administration (EMB) de SSBI

**Dr Andreas Przewloka**

Porte-parole du Directoire et Président directeur général

Audit interne, Ressources humaines, Technologies de l'information, Affaires juridiques, Achats publics et gestion immobilière, Marketing, Relations publiques, Gestion des grands comptes, Clients stratégiques, Succursale de Pologne, Développement durable et ESG

**Denis Dollaku**

Internalisation KVG Back / Middle Office ; succursales d'Italie, de France, d'Autriche, des Pays-Bas et d'Europe du Nord

**James Fagan**

Trésorerie, activités de marché monétaire, planification des capitaux, financement mondial du crédit, services de collatéral, activités des marchés mondiaux, State Street Digital

**Dr Dagmar Kamber Borens**

Transactions sur fonds d'agents, continuité des activités, services à la clientèle, services de conservation, comptabilité des fonds, conformité des investissements, autoconservation, succursale de Suisse

**Riccardo Lamanna**

Responsable de la fonction Dépôt, succursale du Luxembourg

**Annette Rosenkranz**

Comptabilité, contrôle et rapports, immobilier et approvisionnement

**Membres du Directoire nommés au cours de l'exercice**

**Simone Bock** (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2024)

Directrice des technologies de l'information

**Hei Man Lo** (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024)

Directrice des risques, Gestion des risques et contrôle, Planification de la résolution et de la reprise

**Dr Barbara Roth** (depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2024)

Directrice de l'administration, Lutte contre le blanchiment, Conformité, Bureau de gouvernance, Protection des données

**Membres du Directoire ayant quitté leurs fonctions au cours de l'exercice**

Aucun

**7. – Conseil de surveillance de SSBI****Jörg Ambrosius**

Vice-président exécutif

Président des Services d'investissement (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024)

(Président du Conseil de surveillance jusqu'au 31 décembre 2024)

**Ann Fogarty**

Vice-présidente exécutive

Directrice de la Livraison mondiale

(Présidente du Conseil de surveillance depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025)

**Elizabeth Nolan**

Indépendante

(Vice-présidente du Conseil de surveillance)

**Frank Annuscheit**

Indépendant

Indépendant

**Ian William Appleyard**

Vice-président exécutif (jusqu'au 31 mai 2024)

Contrôleur de gestion mondial et directeur comptable

Travailleur indépendant (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2024)

**David Suetens**

Consultant en gestion

Indépendant

**Marlena Ludian**

Directrice générale (Managing Director)

Responsable du service client, Services de gestion de la garde, Intégration des activités mondiales, succursale de Pologne

Directrice générale du bureau de Gdansk

(Représentante des employés)

**Hartmut Popp**

Vice-président adjoint

Chef du Comité d'entreprise

(Représentant des employés)

**Membres du Conseil de surveillance nommés au cours de l'exercice****Piotr Janewski** (depuis le 1<sup>er</sup> février 2024)

Directeur général de la transformation

(Représentant des employés)

**Karolina Bartosik** (depuis le 1<sup>er</sup> février 2024)

Responsable de la comptabilité des fonds, succursale de Pologne

(Représentante des employés)

**Stephan Zimmermann** (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2024)

Commerçant

Indépendant

**Membres du Conseil de surveillance ayant démissionné au cours de l'exercice****Thomas Salamon** (jusqu'au 31 janvier 2024)

Directeur général (Managing Director)

Directeur général (General Manager) du bureau de State Street à Gdansk, succursale de Pologne

Responsable des services diversifiés, succursale de Pologne

**8. – Membres du conseil d'administration**

Société	Type de membre du conseil d'administration	Membre du conseil d'administration
State Street Europe Holdings Germany S.à r.l. & Co. KG	Commanditaire dirigeant	Dr Andreas Przewloka
State Street International Holdings	Membre de l'Executive Board	Dr Andreas Przewloka
CFGT (UE), Empresa de Inwestimento, S.A.	Porte-parole du Directoire	Dr Andreas Przewloka (depuis le 2 février 2024)
MCH Group AG, Suisse	Conseil de surveillance	Dr Dagmar Kamber Borens
Asset Management Association Suisse (AMAS) Verein	Administrateur, non dirigeant	Dr Dagmar Kamber Borens
Fondation Pro Senectute	Membre du Conseil d'administration	Dr Dagmar Kamber Borens
State Street Luxembourg S.a.r.l.	Conseil de surveillance	Riccardo Lamanna
Fondation LHoFT	Administrateur, non dirigeant	Riccardo Lamanna
CFGT (UE), Empresa de Inwestimento, S.A.	Membre de l'Executive Board	James K. Fagan (depuis le 2 février 2024)
State Street Holdings Germany GmbH	Responsable	Jörg Ambrosius
State Street International Holdings	Porte-parole du Directoire	Jörg Ambrosius
BVV Versicherungsverein des Bankgewerbes a.G.	Conseil de surveillance	Frank Annuscheit
BVV Versorgungskasse des Bankgewerbes e.V.	Conseil de surveillance	Frank Annuscheit
ING-DiBa AG	Conseil de surveillance	Frank Annuscheit
Fondation allemande pour la protection des monuments	Membre du Conseil d'administration	Frank Annuscheit
Woodsilk Properties Limited	Administrateur	Ian William Appleyard
State Street International Holdings	Membre de l'Executive Board	Ann Fogarty (depuis le 11 octobre 2024)
G (code)	Administrateur, non dirigeant	Ann Fogarty (depuis le 16 novembre 2024)
SIFMA	Administrateur, non dirigeant	Ann Fogarty (depuis le 6 novembre 2024)
BridgeBuilding BV	Administrateur	David Suetens
SOPIAD SA	Administrateur, non dirigeant	David Suetens
Programme de politique européenne du WWF	Administrateur, non dirigeant	David Suetens
Chapter Zero	Administrateur, non dirigeant	David Suetens (depuis le 24 septembre 2024)
Van Lanschot Kempen NV	Conseil de surveillance	Elizabeth Nolan
VP Bank Liechtenstein	Président du Conseil de surveillance	Stephan Zimmermann

## 9. – Événements ultérieurs

### Acquisition de Global Custody

Le 28 février 2025, SSC et Mizuho Financial Group, Inc. (« Mizuho ») ont annoncé avoir conclu un accord par lequel State Street fera l'acquisition de la garde mondiale de Mizuho ainsi que des activités connexes en dehors du Japon.

Mizuho exploite actuellement ses activités mondiales de garde et connexes hors Japon par l'intermédiaire de ses filiales locales : Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A. et Mizuho Bank (États-Unis). Ensemble, ces deux entités représentent environ 558 milliards d'euros d'actifs en conservation et 23 milliards d'euros en administration. À l'avenir, l'activité exercée par la filiale luxembourgeoise de Mizuho sera gérée par la succursale luxembourgeoise de SSBI.

La transaction devrait être finalisée d'ici le quatrième trimestre 2025, sous réserve des autorisations réglementaires requises et d'autres conditions de clôture.

### Apport en capital - CFGT Portugal

Avec effet au 8 janvier 2025, SSBI a réalisé un apport en capital de 3 millions d'euros en faveur de CFGT Portugal. La valeur comptable des actions détenues par SSBI s'élève désormais à 4 millions d'euros.

### Restructuration - Italie

La succursale italienne a lancé, pour l'année 2025, un programme permettant aux employés d'opter pour un départ anticipé à la retraite. Cette initiative devrait représenter une charge de 17 millions d'euros.

Munich, le 28 mars 2025

Dr Andreas Przewloka  
Denis Dollaku  
Dr Dagmar Kamber Borens  
Hello Man Lo  
Dr Barbara Roth

Simone Bock  
James K. Fagan  
Riccardo Lamanna  
Annette Rosenkranz

## Annexes

### **Obligation de divulgation d'informations en vertu de la Section 26a (1) phrase 2 de la KWG**

Section 26a (1) phrase 2 de la KWG qui transpose en droit national allemand l'exigence de déclaration et de divulgation pays par pays des rendements sur le capital en vertu des Articles 89 et 90 de la Directive de l'UE 2013/36/UE (Directive sur les fonds propres réglementaires, Capital Requirements Directive, CRD IV).

Ce rapport, que State Street Bank International GmbH à Munich (SSBI) est tenue de préparer en tant qu'institution de crédit dans le sens du CRR, décompose les informations suivantes par État membre de l'UE et pays tiers dans lesquels SSBI dispose de succursales (chiffres en milliers d'euros, sauf pour les employés) :

Nom de la société et type d'activité		Ville	Pays	Employés (1)	Chiffre d'affaires (2) (3)	Bénéfices/ pertes avant impôt (3)	Impôts
Institution de crédit dans l'UE							
SSBI	Activité de conservation	Munich/ Frankfurt-sur-le-Main	Allemagne	779	315 511	131 390	0
Succursales et bureaux locaux d'une institution de crédit dans l'UE							
Succursale d'Amsterdam	Activité de conservation	Amsterdam	Pays-Bas	43	20 694	8 184	2 215
Succursale italienne	Activité de conservation	Milan/Turin	Italie	536	242 561	92 842	21 770
Succursale polonaise (4)	Activité de service	Cracovie/Gdansk	Pologne	5 955	213 330	17 680	6 130
Succursale de Vienne	Activité de conservation	Vienne	Autriche	15	6 347	2 988	896
Succursale luxembourgeoise	Activité de conservation	Luxembourg	Luxembourg	541	802 555	237 197	31 827
Succursale de Paris	Activité de conservation	Paris	France	185	64 330	17 029	4 315
Succursales et bureaux locaux d'une institution de crédit dans des pays tiers							
Succursale de Londres (5)	Activité de conservation	Londres	Royaume-Uni	-	355	-6 433	45
Bureau local de Zurich	Activité de conservation	Zurich	Suisse	87	51 645	20 444	4 053

(1) Équivalents temps plein au cours de l'exercice considéré (à la clôture de l'exercice)

(2) Le chiffre d'affaires comprend les produits d'intérêts nets, les produits et charges de commissions nets, les produits courants et les autres produits d'exploitation (notamment la compensation intersociétés)

(3) Chiffres bruts avant le transfert de bénéfices ou l'absorption des pertes

(4) Ces succursales ne fournissent aucun service bancaire et/ou financier nécessitant une licence officielle

(5) La succursale de Londres a finalement été fermée au cours de l'exercice 2024

L'allocation géographique est basée sur le domicile légal de l'entité. Les succursales sont déclarées en tant qu'entités juridiques indépendantes. Les bureaux qui ne sont pas soumis à une obligation de conserver les documents comptables ne sont pas répertoriés ici. Aucune des entités juridiques ou succursales répertoriées n'a reçu d'aide publique au cours de l'exercice 2024. Les déclarations sur la nature de l'activité des entités concernées sont basées sur les définitions de l'article 4, paragraphe (1) du CRR.

#### **IV. – Mise à disposition du rapport de gestion**

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : State Street Bank International GmbH Paris Branch, Cœur Défense – Tour A, 100, Esplanade du Général de Gaulle, 92932 Paris La Défense cedex.